

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

120, Rue Lafayette, Paris

Hebdomadaire

Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

Participation Ministérielle et Gouvernement Ouvrier (Boris Souvarine) — Le Parti Communiste Bulgare : Un grand parti dans un petit pays (A. Ker). — La Semaine Politique (C.-E. Labrousse). — La Semaine Internationale (Robert Pelletier).

Les Etapes de la Politique Economique des Soviets (Andre Julien). — Dix jours qui ébranlèrent le Monde (John Reed). — Résolution des Jeunes Communistes. — La grève des mineurs aux Etats-Unis (Alix Guillain).

Participation Ministérielle et Gouvernement Ouvrier

Moscou, 15 mai.

L n'en faut pas douter : nous voici revenus aux journées d'avant Tours où notre presse servait d'arène aux champions de l'Internationale Communiste et à ses adversaires. Le ton de plusieurs articles parus récemment ne permet plus la moindre hésitation. Ce n'est pas un langage de contradicteurs que d'aucuns nous tiennent : c'est un langage d'ennemis. Nous n'avons que trop tardé à y riposter. Le mal fait au Parti est déjà grand. Mais il n'est pas irréparable si le Parti se ressaisit à temps, et nous connaissons trop, et nous aimons trop notre Parti pour penser que l'on puisse vainement en appeler du Parti mal informé au Parti mieux informé.

Nous entendons bien que chacun proteste de sa fidélité à l'Internationale, à la Révolution russe. Nous savons. Nous connaissons ces formules rituelles, comme dit Trotsky. Elles ne trompent plus personne. On n'y prête même plus attention. A la veille de la scission de Tours, les futurs dissidents tenaient les mêmes propos. La Révolution russe, c'est-à-dire les bolcheviks, repousse ces vains hommages. Elle dit aux militants du mouvement ouvrier mondial : « Mes idées sont-elles les vôtres ? » Et c'est à cette question qu'il s'agit, pour le Parti Communiste français, de répondre.

Admirer la Révolution russe est une chose. Adhérer à l'Internationale Communiste en est une autre. Celle-ci signifie l'accord intellectuel de ceux qui s'appellent communistes, en Russie, en France, et partout ailleurs. Les 21 conditions d'adhésion ne contiennent pas de clause d'admiration, mais seulement des exigences de doctrine et de tactique. Encore aujourd'hui, c'est du contenu des thèses de l'Internationale qu'il s'agit, et de rien d'autre.

Notre Parti doit dire si la conception du front unique, présentée non par tel ou tel détracteur, mais par l'Internationale, est juste ou mauvaise. Qu'il la trouve mauvaise, c'est un droit que nul ne songe à lui contester. Mais il faut qu'il sache pourquoi ! Oserait-on affirmer qu'il le sait aujourd'hui, après ces trois assemblées nationales dont les délégués devaient reconnaître que leurs groupements n'avaient pas discuté utilement ? Et comment le Parti a-t-il été instruit ? Par une campagne acharnée de déformation et de dénigrement. Prenez la collection de l'*Humanité* : du 1^{er} janvier au Conseil National, il a paru quinze articles leaders *contre* le front unique, deux *pour* et trois de Rapproport présentant une conception plutôt personnelle. Prenez l'*Internationale*, même période : tous les articles sont *contre* le front unique, à toutes les rubriques politiques (leaders, éditoriaux, revue de presse, vie sociale).

Seul, le *Bulletin Communiste*, de diffusion restreinte, a présenté toutes les thèses. Mais est-il contestable que les quotidiens déterminent tout d'abord le courant ?

Après cela, nous entendons dire que le Parti s'est prononcé. Il est permis de douter qu'il l'ait fait en connaissance de cause. Nous entendons des invites au Parti à « ne pas se déjuger ». Ceci, c'est le procédé le plus démagogique, la spéculation sur les préjugés de ceux qui ne veulent pas avoir l'air de « girouettes », ou d'être « aux ordres de Moscou », de ceux qui ont commis une erreur et qui y persévèrent par faux amour-propre. Or, il n'est pas question d'ordres, mais d'arguments, mais d'expérience de Moscou, de l'Internationale. Si Moscou a raison, faut-il quand même y contredire, pour ne pas « se déjuger ? » Le Parti a été longtemps pour la défense nationale. Heureusement, il s'est déjugé. Pour adhérer à la 3^e Internationale, il s'est déjugé. Pour rester fidèle à l'Internationale, craindrait-il de se déjuger ?

Nous en appelons, disons-nous, du Parti mal informé au Parti mieux informé. Il est impossible que nous n'annulions pas cette résolution du dernier Conseil National, qui n'est qu'une erreur, et qui outrage le Parti frère allemand (le Parti de Spartacus !) et toute l'Internationale. Il est inadmissible qu'un seul communiste puisse se dire membre d'une organisation préconisant la « participation ministérielle ! »

..

Participation ministérielle, ce n'est pas une expression vague, c'est une formule qui a un sens concret, une signification historique. Elle traduit l'entrée de socialistes dans un gouvernement bourgeois, ceux-là assurant une majorité parlementaire à celui-ci. Les communistes préconisent, dans certains pays donnés, dans des conditions politiques données, le « gouvernement ouvrier ». Cela signifie que dans un pays où les partis bourgeois sont impuissants à exercer seuls le pouvoir; où il existe plusieurs partis ouvriers, socialistes et communiste, où le parti communiste n'est pas encore à même de prendre le pouvoir, où par conséquent le ou les partis socialistes doivent fatalement s'allier aux bourgeois contre le prolétariat ou s'allier aux communistes contre la bourgeoisie, les communistes doivent accepter d'entrer dans un « gouvernement ouvrier » formé contre la bourgeoisie. Alors, est-ce que « participation ministérielle » et « gouvernement ouvrier » ont quelque chose de commun ?

La participation ministérielle soutient la

bourgeoisie. Le gouvernement ouvrier la combat. A part cela, il n'y a pas de différence !

Ce n'est pas tout. Il peut se présenter des cas où la formation d'un tel gouvernement ouvrier est impossible, mais où l'appoint des voix communistes peut assurer l'existence d'un gouvernement socialiste-réformiste contre la bourgeoisie : dans ces cas, l'Internationale dit aux communistes de ne pas refuser cet appoint. (Ainsi, dans certains Etats allemands et en Suède). L'Exécutif tire cette conception tactique des connaissances et de l'expérience acquises du communisme, qui montrent que le parti socialiste au pouvoir dans ces conditions doit vite épuiser ses moyens et se disloquer, une fraction passant dans le camp bourgeois, l'autre dans le camp prolétarien.

Nous connaissons tous les arguments qui nous sont opposés. Nous ne sommes pas embarrassés pour les réfuter, — mais on ne peut pas tout dire à la fois. Nous rappellerons seulement aujourd'hui l'exemple historique qui illustre le mieux cette tactique du gouvernement ouvrier, du front unique : c'est la méthode victorieuse des bolcheviks.

Après la chute du tzarisme, est-ce que nos camarades russes prétendent prendre le pouvoir ? Ils ne sont pas si naïfs.

Ils voient un parti socialiste-révolutionnaire et un parti menchévik qui ont encore la confiance des masses. Ces partis inclinent à former un gouvernement de coalition avec la bourgeoisie. Les bolcheviks les attaquent et les harcèlent en les sommant de former un gouvernement contre la bourgeoisie, une coalition de tous les partis socialistes, un « gouvernement ouvrier » où les bolcheviks n'auraient qu'une petite place ou pas de place du tout. (Ceci est sans importance, l'essentiel est de faire échec à la bourgeoisie.) Les socialistes refusent, se compromettent, se discréditent. Pendant ce temps, le mot d'ordre communiste rallie des masses de plus en plus nombreuses, jusqu'à conquérir la majorité, jusqu'à triompher. Le mot d'ordre communiste, ce n'est pas : « Tout le pouvoir aux bolcheviks ! », c'est « Tout le pouvoir aux Soviets ! » Or, quand ce mot d'ordre fut lancé, les menchéviks et les S. R. étaient les maîtres des Soviets, les bolcheviks étaient minorité. « Tout le pouvoir aux Soviets » signifiait : « Tout le pouvoir aux menchéviks et aux S. R. » ou « Tout le pouvoir aux trois grands partis ouvriers ». On sait la suite. Voilà ce que c'est que la tactique du front unique.

On peut discuter tout cela. On doit discuter. Nous sommes prêts à discuter. Mais il ne faut pas ricaner.

Boris SOUVARINE.

LE PARTI COMMUNISTE BULGARE

Un grand Parti dans un petit Pays

Au moment où le Parti Communiste bulgare tient son Congrès annuel, le moment est particulièrement opportun pour faire connaître à nos camarades imparfaitement informés du mouvement communiste étranger la place éminente tenue par le Parti bulgare, et dans la vie politique du pays, et dans la 3^e Internationale.

L'Organisation du Parti

Le Parti Communiste bulgare compte plus de 40.000 membres, dans un pays où la population ne dépasse pas 4 millions 1/2 d'habitants. Cet effectif considérable est réparti entre plus de 1.500 sections locales : la Bulgarie comptant 3.000 communes, on voit que le Parti Communiste possède des organisations, non seulement dans toutes les villes, mais encore dans la moitié des localités rurales.

Le Parti, assez fortement centralisé, est dirigé par un *Comité Central* de 9 membres, dont deux secrétaires, muni de pouvoirs étendus dans l'intervalle des Congrès.

Entre le Comité Central et les sections s'interposent les 17 *Comités de districts* correspondant à nos Fédérations départementales, avec cette différence toutefois que le Comité de district n'est qu'un échelon administratif et non un organisme politique.

La répartition des effectifs communistes par catégories sociales s'établit à peu près ainsi :

- Un tiers de prolétaires industriels,
- Un tiers de prolétaires paysans,
- Un tiers de petits propriétaires.

La prédominance numérique de la paysannerie est évidente. En effet, il s'est passé en Bulgarie un fait politique dont nous retrouvons d'ailleurs en France l'image affaiblie : la poussée révolutionnaire dans les campagnes, amenant au communisme un afflux d'éléments ruraux.

Mais nos camarades bulgares ont tenu à préserver la suprématie du prolétariat urbain au sein du Parti Communiste ; c'est à cet objet que répond une organisation du district tout à fait originale : c'est la section du chef-lieu de district, qui, augmentée des délégués de villages, joue le rôle de Comité fédéral, de même, le secrétaire de cette section fonctionne aussi comme secrétaire du district. Enfin, dans chaque district un fonctionnaire du Parti, désigné sous le nom d'*organisateur*, inspecte les sections, en fonde de nouvelles et se charge de la propagande orale.

La Formation du Parti

Le Parti Communiste, connu autrefois sous le nom de Parti Socialiste *étroit*, s'est fondé par la scission d'avec les *larges* en 1903, c'est-à-dire vers le temps où le parti social-démocrate russe se scin-

daît d'une façon identique en *bolcheviks* et *mencheviks*.

Les « larges » étaient réformistes et partisans de la collaboration de classes ; les « étroits » s'affirmaient révolutionnaires et se réclamaient de la lutte de classes ; en outre, les « larges » étaient de tendances fédéralistes, tandis que les « étroits » réclamaient une direction centrale qui ne fût pas purement représentative.

Avant cette scission le parti socialiste bulgare comptait environ 2.000 membres, qui se partagèrent en nombre égal dans les deux fractions. En 1912, les « étroits » parvenaient à surpasser les « larges » en effectifs, et en 1914, leur Parti groupait 3.000 socialistes actifs, solides, et dont l'ascendant sur les masses ouvrières et paysannes devenait de plus en plus manifeste.

Une scission syndicale se produisit en même temps que la différenciation politique, mais depuis les syndicats des « larges » sont disparus ou passés sous l'influence des « étroits ».

Le Travail dans les Syndicats

Au moment de leur scission, les deux fractions socialistes étaient aussi en désaccord sur la question syndicale, les « larges » préconisant la neutralité et les « étroits » voulant, au contraire, gagner les syndicats au socialisme.

Actuellement la coordination entre les syndicats et le Parti Communiste est doublement réalisée : il y a d'une part *union personnelle*, car ce sont les mêmes militants qui dirigent les deux organisations ; il y a de plus *union organique*, grâce à l'existence d'un *Conseil général du Travail* permanent, composé de la Centrale communiste et de la Centrale syndicale, et dont les attributions s'étendent à tous les intérêts généraux de la classe ouvrière.

Cette direction effective exercée par le Parti Communiste sur l'ensemble de l'action prolétarienne s'explique par des raisons historiques : depuis 20 ans, le Parti a travaillé à unifier le mouvement ouvrier d'après les mêmes principes ; il a propagé les principes marxistes et combattu les réformistes ; ses dirigeants, Kolarov, Kabatchev, Popov, jouissent de la confiance unanime du prolétariat et le doyen du Parti est un ouvrier qui fut autrefois l'un des fondateurs du Parti social-démocrate russe.

La dernière grande lutte ouvrière conduite par le Parti bulgare est la grève des cheminots qui dura de décembre 1919 à février 1920. Il y avait alors dans les chemins de fer trois organisations syndicales : la Fédération communiste, la Fédération réformiste dirigée par des « larges », et l'Union autonome des mécaniciens.

La grève, préparée par un Comité d'action formé par les délégués des 3 organisations échoua, mais les communistes montrèrent au cours de la lutte

une décision et une clairvoyance telles que les deux fédérations, réformiste et autonome, se disloquèrent et la majorité de leurs membres passèrent à la Fédération communiste, réalisant ainsi l'unité ouvrière sous l'égide du Parti. Aussi la solidité organique et l'autorité intellectuelle de celui-ci n'ont-elles été nullement atteintes par la création d'un petit groupement extrémiste, sorte de K. A. P. bulgare, sans importance numérique et sans influence dans les milieux ouvriers.

La Presse, la Propagande et l'Enseignement

La presse centrale, qui touche environ 100.000 lecteurs, comprend :

1° Un *quotidien*, qui, avec ses 30.000 acheteurs, dont 28.000 abonnés, est le plus répandu des journaux bulgares. (Le journal des « larges » n'a qu'un tirage quotidien de 3.000 numéros) ;

2° Une *revue de doctrine* et de documentation bimensuelle, avec 6.000 abonnés ;

3° Une *édition bulgare de l'Internationale Communiste* ;

4° Un *hebdomadaire paysan*, qui a 17.000 abonnés ;

5° Un *journal humoristique*, qui tire 7.000 numéros.

Le Parti publie en outre :

Plusieurs hebdomadaires dans les districts :

Un journal féminin ;

Un journal pour les mutilés et réformés de guerre ;

Trois journaux en langues turque, hébraïque et arménienne.

Cette énumération toute sèche suffirait à caractériser l'immense effort intellectuel accompli par nos camarades bulgares. Mais il y a plus, et dans un Parti comme le nôtre, où nous avons tant de mal à écouler des œuvres essentielles tirées à 3.000 exemplaires, nous pouvons prendre modèle sur le Parti bulgare pour la diffusion méthodique de ses journaux et de ses éditions :

Le Comité Central nomme une *Commission de la Presse*, qui exerce un contrôle général sur les journaux et les éditions. A son tour, chaque Comité de district nomme une *Commission de diffusion*, chargée d'une publicité et d'une surveillance incessantes.

Toutes les publications, y compris les journaux, sont éditées par une Coopérative, dont les filiales sont installées dans toutes les villes et un grand nombre de villages. Cette Coopérative, entièrement placée sous la direction du Parti, comprend 3 sections :

Une section *d'édition* ;

Une section *de consommation* ;

Une section *technique*, qui possède plusieurs Maisons du Peuple et même des scieries, des forêts et une fabrique de meubles à bon marché. Ces exploitations assurent au Parti les ressources dont il a besoin pour sa propagande.

On s'explique ainsi que nos camarades bulgares aient pu éditer depuis l'armistice 140 livres ou brochures dont 1.300.000 exemplaires avaient été vendus en décembre dernier.

La tâche accomplie dans le domaine de l'enseignement n'est pas moins admirable.

Les membres instruits, tout pétris de Marx, de Plékhanov et de Kautsky, abondent dans le Parti

bulgare ; aussi a-t-on pu recruter sans peine un corps enseignant suffisant pour plusieurs écoles de district et pour une Centrale d'éducation, où 300 élèves, choisis dans leurs sections, iront par séries successives étudier l'histoire, les doctrines économiques et les théories communistes. La Centrale est actuellement dirigée par Chabline qui fut à Paris élève de l'École des Postes.

La Force du Parti

Alors que dans ces pays balkaniques entièrement soumis à l'influence réactionnaire de la France, les Partis Communistes ont dû l'un après l'autre se réfugier dans l'action clandestine, le Parti bulgare seul a été respecté.

Malgré que le gouvernement bulgare possède toutes les ressources possibles, légales ou autres, contre les écarts du suffrage universel, le Parti Communiste a enlevé le 1/4 des sièges au Sobranié, ce qui fait un groupe parlementaire de 52 membres, fort, discipliné, qui se voue à la propagande dans le pays.

Aux élections municipales de 1920, toutes les grandes villes, à l'exception de Sofia, furent enlevées par les communistes. Après une lutte violente entre l'Etat et les municipalités, celles-ci furent dissoutes par la force et de nouvelles élections eurent lieu en 1921 : le chiffre des voix communistes fut accru et malgré la formation d'un front unique de la bourgeoisie, malgré des actes inouïs de pression électorale (on fit voler les Russes blancs réfugiés dans le pays), le Parti ne perdit que quelques « communes rouges ».

Avec des cadres sûrs et solides, une classe ouvrière consciente et bien organisée, le Parti Communiste bulgare est prêt à s'emparer du pouvoir. La Bulgarie traverse actuellement la crise la plus sérieuse qu'elle ait connue depuis la guerre. Il n'est pas impossible que l'opposition, décidée à renverser à tout prix le gouvernement agrarien de Stambouliski, ne fasse appel aux troupes blanches de Wrangel pour déclencher un putsch. Le Parti Communiste, qui vient de donner une nouvelle preuve de sa force aux élections du Conseil des Ecoles de Sofia, entrerait alors dans la bataille pour réaliser les buts du prolétariat révolutionnaire. Et nous aurions alors à veiller pour que cette révolution ne soit pas broyée dans la répression sanglante que ne manquerait pas d'ordonner les dirigeants d'une France devenue le pays le plus réactionnaire du monde.

A. KER.

P.-S. — Quelques camarades m'ont demandé de préciser ce que j'entends par l'éviction abusive des capitalistes français au profit des capitalistes anglais de la Dutch-Shell. Il est évident que je n'ai songé qu'aux rapports entre capitalistes français et capitalistes anglais et que je n'ai voulu nullement mettre en cause la légitimité des nationalisations et le droit de la Révolution de disposer des richesses expropriées.

**SECOURONS NOS
FRERES DE RUSSIE**

La Semaine Politique

Vers la revision du Traité de Versailles

Du 23 mai au 2 juin le « grand débat » de politique extérieure — c'est le dix-septième « grand débat » de cet ordre depuis le début de la législature... — s'est déroulé devant la Chambre. Il a été clos par un vote de confiance acquis à une très forte majorité : 436 voix contre 96. Mais si le scrutin impliquait la confiance au gouvernement, il est plus difficile de soutenir qu'il impliquait la confiance à une politique : le gouvernement n'en a affirmé à aucune phase du débat.

A vrai dire, c'est une tradition qui continue : depuis l'armistice, depuis l'Acte de Versailles, on cherche en vain la politique extérieure de la France. Les gouvernements, qu'ils soient celui de Millerand, de Leygues ou de Briand, rusent avec leur majorité parlementaire qui exige d'eux l'application de l'inapplicable traité. Ils sont obligés pour vivre, de consentir à cette majorité des satisfactions verbales, de parler haut, de donner du poing sur la table — à Paris. Et dans les réunions européennes, ils sont obligés, pour ne pas porter la responsabilité et ne pas courir les risques de l'assassinat de l'Europe, de sacrifier par parties ce traité de Versailles dont l'ensemble est un attentat — sans profit pratique pour la France — à l'économie mondiale. En réalité, c'est la revision de l'Acte de Versailles que nos gouvernements consentent en rechignant depuis deux ans et demi alors qu'ils en proclament, par ailleurs, l'intangibilité.

M. Tardieu, dans son discours du 23 mai, a dressé le tableau de ces revisions partielles :

« Depuis le 10 janvier 1920, date de l'entrée en vigueur du traité, vous vous souvenez quelle pente nous avons descendue, a constaté le responsable du traité :

« Février 1920, conférence de Londres : modification des clauses relatives au châtiement des coupables ;

« Avril 1920, San-Remo : délai accordé à l'Allemagne pour son désarmement, abandon du commandement à Constantinople, abandon de la Cilicie ;

« Juin et juillet 1920, conférence de Hythe et de Boulogne : acceptation en principe du forfait, nécessairement mutilateur de la créance française ;

« Juillet 1920, Spa : deux milliards d'avances aux Allemands pour le charbon, qu'aux termes du traité ils devaient nous livrer sans que nous eussions rien à décaisser ; nouveau délai pour le désarmement de l'Allemagne ; sous-évaluation du tonnage britannique, équivalant à un

trou de 400 millions dans les recettes des réparations.

« Janvier 1921, conférence de Paris : acceptation du forfait, dont le gouvernement de l'époque reconnaissait à la tribune, en février, qu'il diminuait de 35 p. 100 la créance de la France.

« Mai 1920, conférence de Londres : acceptation définitive du forfait et, en même temps, abandon des 12 milliards de marks or que l'Allemagne devait, aux termes du traité et aux termes des décisions de la commission des réparations, verser aux alliés avant le 1^{er} mai 1921.

« Enfin, fin 1921, Cannes : c'est-à-dire acceptation de la conférence de Gènes... »

...Et moratorium. Moratorium renouvelé d'ailleurs par M. Poincaré. Car M. Poincaré, malgré son ton rogue, n'a pas rompu, jusqu'ici du moins, avec la politique de la revision. Il déclare simplement avec un verbalisme plus agressif, plus haut en couleur, et qui pourrait se payer d'un isolement de la France bourgeoise, qu'il se refusera à consentir... ce qu'il se résigne à accorder par ailleurs. C'est la même équivoque et la même carence qui continue.

Pour sortir de cette équivoque, pour mettre fin à cette carence, deux seules solutions apparaissent possibles :

La solution de la guerre, avec M. Tardieu pour qui « notre armée, ce n'est pas seulement la garde du Rhin, c'est la garantie de la stabilité politique de l'Europe » — guerre purement politique, au reste, qui ne résoudra en rien le problème du traité et des réparations, mais guerre de salut pour la réaction française et internationale.

Il y a aussi la solution de la paix, de la vraie paix, qui est celle de la revision radicale du traité de Versailles et de la solidarité économique des nations.

On nous permettra, contrairement à d'autres, de ne compter pour cette besogne que sur la démocratie ouvrière internationale.

Finances de Classes

Nous avons souvent insisté ici sur la répartition des dépenses de l'Etat bourgeois. On sait, particulièrement, que pour l'exercice en cours, 52 % du budget des dépenses sont affectés au service de la Dette, 20 % à la Guerre — et 0,7 % au Travail.

Comment se répartissent, pour l'exercice précédent, les recettes régulières de l'Etat bourgeois (1) ? Elles se sont élevées à plus

(1) Nous ne ferons pas état, évidemment, dans cette étude sommaire, des menues recettes d'Etat, patentes, portes et fenêtres, taxes assimilées, etc...

de 16 milliards 300 millions : la part représentée dans cette somme par les impôts sur la richesse acquise est d'une modestie édifiante. Le compte n'en est pas long à établir :

Impôt sur le revenu.....	2.197 millions
Contribution foncière	350 millions
Mutations par décès (successions).	809 millions
Taxe sur le revenu des valeurs mobilières	926 millions
Total.....	4.282 millions

Ainsi, sur plus de 16 milliards de recettes ordinaires, un peu plus de 4 milliards sont demandés à la richesse acquise. Encore comprenons-nous dans cette dernière somme les 250 millions produits par l'impôt sur les traitements et salaires.

En regard de ces 4 milliards d'impôts sur la richesse dont la progressivité est loin de se manifester dans tous les cas, l'Etat bourgeois inscrit 12 milliards 41.423 millions de recettes et qui, frappant uniformément toutes les for-

tunes, sont progressives sur la pauvreté. En voici le détail :

Enregistrement (moins les 809 millions de mutations par décès)....	1.896 millions
Timbre	563 —
Opérations de bourse.....	19 —
Taxe sur les paiements.....	13 —
Taxe sur le chiffre d'affaires.....	1.897 —
Douanes	1.193 —
Boissons	1.699 —
Autres contributions indirectes....	705 —
Denrées coloniales, café.....	177 —
Sels	32 —
Sucres et saccharine.....	352 —
Essences, pétroles, benzols.....	180 —
Tabacs	1.555 —
Postes, télégraphe, téléphone.....	1.060 —
Autres monopoles	156 —
Produits du domaine et divers....	926 —
Total.....	12.423 millions

Soit 4 milliards d'impôts imparfaitement progressifs sur la richesse.

...et 12 milliards 400 millions d'impôts rigoureusement progressifs sur la pauvreté.

C.-E. LABROUSSE.

La Semaine Internationale

Le splendide isolement de M. Poincaré

Le président du Conseil français varie peu dans sa méthode. Il a conçu deux ou trois manœuvres diplomatiques, il les répète sans lassitude. Quand on sait comment il emmena la France à la guerre et qu'on le voit aussi impuissant à se renouveler, toutes les inquiétudes sont légitimes. M. Poincaré pour tenter d'éviter la Conférence de Gênes avait mis dans un long memorandum les conditions qu'il désirait voir préalablement imposer à la Russie. Les gouvernements européens gardèrent le memorandum de M. Poincaré, l'Angleterre y répondit par une note assez courte que M. Poincaré s'abstint de faire publier et la Conférence eut lieu.

La leçon n'a pas servi ; contre la Conférence de La Haye M. Poincaré renouvelle sa manifestation et son nouveau memorandum ressemble au précédent comme un frère. Le seul trait distinctif du plus récent est peut-être l'augmentation de l'insolence à l'égard de la Russie. Sans le souvenir de Wrangel et de ses échecs, le président du Conseil français parlerait comme le duc de Brunswick parlait à la Révolution française. « Après avoir supprimé arbitrairement les droits et possessions des princes allemands en Alsace et en Lorraine, troublé et renversé le bon ordre et le gouvernement légitime... » C'est ainsi que commençait l'acte d'accusation contre la Révolution française dressé par le « commandant des armées combinées de Leurs Majestés l'Empereur et le Roi de Prusse ». Remplacez « princes alle-

mands en Alsace et en Lorraine » par « propriétaires étrangers en Russie » et vous avez du Poincaré tout pur.

Si, d'ailleurs, vous continuez la lecture du manifeste du duc de Brunswick, vous trouverez encore d'autres rapprochements non moins savoureux : « ...Convaincus que la partie saine de la nation française abhorre les excès d'une faction qui la subjugue et que le plus grand nombre des habitants attend avec impatience le moment du secours pour se déclarer ouvertement contre ses oppresseurs ». Substituez *nation russe* à *nation française* et vous avez le thème de plusieurs milliers d'articles publiés dans la presse française contre les communistes russes.

Et plus loin : « Les deux cours alliées ne se proposent d'autre but que le bonheur de la France » ; cela ne rappelle-t-il pas Earthou parlant de son amitié pour le peuple russe ?

Mais revenons au Brunswick français, à M. Poincaré. Il n'est d'ailleurs pas dans une position plus brillante que son modèle. S'il n'est pas à la veille de faire tuer quelques milliers d'hommes — encore que pour lui ce soit fort peu de chose — il sera incessamment dans une situation diplomatique qui n'aura rien de victorieux.

Il serait intéressant de rechercher quelles peuvent être les forces qui poussent le chef du gouvernement français.

Sans doute a-t-il l'ambition d'être le restaurateur de l'ordre capitaliste européen. Quand on a, pendant plusieurs années, c'est M. Colrat qui en témoigne, poursuivi avec acharnement la *Revanche*, on peut sans beaucoup d'ef-

fort se transformer en Metternich capitaliste. Mais il faut pourtant savoir que non seulement le capitalisme européen n'estime guère les théories de M. Poincaré, mais qu'encore les capitalistes français ne sont pas unanimes dans l'approbation, il s'en faut. Avant la Conférence de Gênes le ministère du Commerce français a été assailli par les messages et les représentants de toutes les Chambres de commerce de France réclamant la reprise des relations avec la Russie. Si M. Poincaré ne les a pas écartés c'est qu'autour de lui d'autres criaient plus fort.

Ils crient encore. Le Comité des Forges ne veut pas l'entente avec la Russie, parce que cela augmenterait tant les chances de paix que la métallurgie risquerait d'en souffrir.

Les importateurs de blé américain ne veulent pas du relèvement de la Russie parce qu'ils craignent qu'en un an ou deux la Russie restaurée ne recommence à exporter des céréales. Et tout cela ensemble fait manœuvrer le Bloc National.

Et puis il y a le baron Empain et la *Standard Oil*.

Le baron Empain, le premier, le plus gros des capitalistes belges a toujours exercé une influence considérable sur la politique française. Ami du roi Léopold, ami des Berthelot, faisant des affaires en commun avec l'un et avec les autres, le fait que le roi Léopold soit mort et que les Berthelot soient foudroyés ne l'a pas privé de ses moyens. Ce qui prouve quel homme habile c'est là. Le quai d'Orsay réclame à la Russie les entreprises du baron Empain avec plus d'intransigeance que le gouvernement de Bruxelles, puisque ce dernier ira à La Haye sans poser les conditions de M. Poincaré.

La *Standard Oil* est sans doute la plus grande force qui entraîne M. Poincaré. La *Standard Oil* a partie liée avec la *Banque de Paris et des Pays-Bas*. Lorsque la Révolution fera la publication des archives françaises, on saura quelle part cet établissement financier a pris à la préparation de la guerre et plus spécialement à l'affaire marocaine. Non contente de cette alliance, la *Standard Oil* a acheté directement, ouvertement, un ancien ambassadeur français et un général, ancien sous-chef d'état-major, MM. Cambon et Gassouin. Elle a aussi de nombreux amis dans la presse française. Le *Matin* a dit un jour quelle reconnaissance le peuple français doit à la *Standard Oil* pour le pétrole qu'elle consent à lui vendre. Les innombrables journaux qui ont prétendu — à tort, paraît-il — que le gendre de M. Lloyd George faisait les affaires de la Compagnie anglaise *Shell-Royal Dutch*, semblent trouver tout naturel que des personnages de l'importance de MM. Cambon et Gassouin fassent les affaires d'une Compagnie américaine. De M. Jacques Bainville à M. Tardieu, en passant par M. Buré, les journalistes du Bloc National ont des raisons que la raison ne comprend pas.

Ainsi entouré, soutenu, poussé, M. Poincaré revendique la restitution des gisements de pé-

trole aux anciens propriétaires. C'est là une prétention qui vaut celle du duc de Brunswick. La révolution a remis la nation russe en possession du son sol et de son sous-sol. Elle a droit de prendre pour associés temporaires dans l'exploitation celui des groupes capitalistes qui lui offrent le plus d'avantages et les concessions, les indemnités qu'elle peut offrir dans un esprit, dans un besoin de conciliation, sont totalement indépendantes des anciennes propriétés. Le fameux milliard des émigrés, si cher au *Journal des Débats* d'aujourd'hui et qui fut l'œuvre de la Restauration était une compensation mais non une remise en possession des anciens biens. En soutenant le point de vue de l'alliance capitaliste franco-belgo-américaine, M. Poincaré a l'illusion qu'il fait de la grande politique. Ses amis racontent actuellement dans la presse aux petits bourgeois français que les Etats-Unis n'allant pas à La Haye vont être si satisfaits de voir M. Poincaré les imiter qu'ils vont lui faire cadeau d'une réduction de la dette française.

Or, on ne voit pas pourquoi le gouvernement de Washington paierait une deuxième fois un concours que la *Standard Oil* a su s'assurer par ses propres moyens. L'Amérique joue vis-à-vis de la Russie un jeu particulier. Son capitalisme a peur du communisme mais sa haine du Japon lui fait considérer sympathiquement la République de Tchita. M. Eachmetief vient d'être avisé que les Etats-Unis ne le reconnaissent plus comme ambassadeur. On attend encore que M. Poincaré adresse la même note à M. Maklakof, ambassadeur de Kerensky.

Russie et pétroles mis à part, les Etats-Unis voudraient reprendre le cours de leurs affaires, ils voudraient que l'Europe achète. Leurs financiers qui sont actuellement à Paris ont indiqué que la seule solution du problème des réparations est de réduire la dette allemande.

M. Poincaré n'acceptera pas, mais cela ne le rapprochera pas de l'Amérique.

Si par hasard, l'abstention de la France faisait suspendre la Conférence de La Haye, c'est encore M. Poincaré qui serait seul dans l'aventure. Les traités russo-allemand, russo-italien, russo-tchéco-slovaque, russo-anglais seront agrandis, développés. La Russie n'aura bientôt plus besoin de conférence, elle aura renoué avec les neuf dixièmes de l'Europe. En se retournant vers la petite-bourgeoisie française M. Poincaré sera obligé d'avouer qu'il n'a pas « fait payer » la Russie, qu'il n'a pas « fait payer » l'Allemagne et qu'il n'a pas réduit la dette française.

La splendide politique du « pays le plus réactionnaire du monde » le *brunsvickisme* diplomatique, sont dès à présent condamnés. Leurs conséquences vont retomber en impôts, en charge de toutes sortes sur le prolétariat français. En revanche, la victoire de la Révolution russe s'affirme chaque jour davantage. La propagande communiste en France doit puiser dans cette constatation une vigueur nouvelle.

Robert PELLETIER.

Les Etapes de la Politique Economique des Soviets

Les Conceptions agricoles des Bolcheviks et des S. R. de Gauche et le Décret d'octobre 1918

La Révolution de novembre ne permit pas aux bolcheviks de prendre aussitôt l'entière responsabilité de la politique agraire à l'exclusion de tout autre parti. Si leur popularité avait grandi, dans les campagnes, grâce à leur opposition aux tergiversations du gouvernement provisoire et à leur propagande dans des villages, elle était loin d'atteindre celle des socialistes-révolutionnaires de gauche. Aussi ceux-ci occupèrent-ils plusieurs commissariats dans le nouveau gouvernement, et ce fut l'un des leurs, Kalegaïf, qui devint commissaire du peuple à l'agriculture.

Communistes et socialistes-révolutionnaires de gauche étaient pourtant loin d'être d'accord sur la question agraire. Au contraire de ce que l'on pense généralement, ce furent les socialistes-révolutionnaires qui, au côté des anarchistes, représentèrent les idéalistes purs, avides de réaliser, à coups de décrets, la socialisation complète du sol, cependant que les bolcheviks tinrent compte des réalisations immédiatement possibles et des différences de « classes » dont les socialistes-révolutionnaires niaient l'importance dans les campagnes. Le décret du 26 novembre, sur la nationalisation des terres. Il le fit sans doute sous l'inspiration des doctrines des socialistes-révolutionnaires de gauche. Ce qu'il cherchait avant tout, comme il le déclara alors, c'était de fournir aux paysans la preuve de la disparition, sans retour, des grands propriétaires.

Le décret prescrivait l'annulation sans rachat des droits sur la grosse propriété foncière (art. 7) et la mise à la disposition des comités agraires cantonaux et du Soviet des D. P. (députés paysans) le district des *grosses propriétés foncières, ainsi que de toutes les terres des apanages, des monastères, des églises, avec tout le bétail et le matériel agricole, des biens immobiliers et de tous leurs accessoires* (art. 2). Les terres des cosaques et des paysans échappaient seules à la confiscation (art. 4).

Dans chaque canton durent être obligatoirement constitués des Comités agraires fonctionnant auprès du soviet du village, organes autonomes, élus au suffrage universel direct, égal et secret, dont les pouvoirs furent très étendus.

C'est ainsi qu'ils furent chargés de liquider tous les vestiges du servage, de réunir une documentation précise sur les terres du canton, d'assurer l'exploitation des forêts, la garde des eaux, la répartition des prairies et des terres cultivables, de surveiller le fumage et l'ensemencement, de maintenir l'exploitation rationnelle du sol et régler l'emploi de la main-d'œuvre. Ils reçurent encore la tâche de préparer, sur place, la réforme agraire dont le gouvernement fixerait à brève échéance la réalisation définitive.

Des commissaires furent envoyés en province pour étudier les conditions du problème dans tous

les gouvernements. On les munit d'instructions qui leur indiquaient les points essentiels sur lesquels devait porter leur enquête et leur fixaient des directions.

Ils durent ainsi s'informer si les terres des propriétaires avaient été mises sous contrôle (art. 11 a); dans l'affirmative, si ceux-ci en étaient demeurés les administrateurs (art. 11 b); enfin, si la surface des terres ensemencées avait augmenté (article 4). Il leur fallut rechercher également le sort du matériel agricole, le montant des exportations des paysans, la portée des mesures indiquées et mises en vigueur pour la transmission des terres aux Comités agraires et aux Comités des Soviets des D. O. S. P. (députés, ouvriers, soldats, paysans), art. 2, 4, 6.

Les instructions insistaient sur deux points : l'urgence de ravitailler les villes en blé et la nécessité de mettre à la tête des propriétés agricoles bien installées des agronomes compétents (art. 5 et 7). La première de ces obligations allait faire courir, peu de mois après, un redoutable péril à la Révolution.

En somme, en attendant le vote par le Congrès des Soviets des terres, la prospérité foncière passait aux mains des Comités, à qui le gouvernement disait : « Prenez tout, car tout nous appartient ; mais veillez sur votre bien et entretenez-le ». Là où les paysans ne désiraient pas la terre, comme dans les provinces du Nord, le décret était entièrement incapable de provoquer le partage, et la grande propriété subsistait.

La Commission qui fut chargée de préparer la loi agraire vit s'affirmer l'influence des socialistes-révolutionnaires de gauche. Non seulement ils disposèrent de l'ascendant de Kalessef, qui présenta le projet au nom de son parti, mais ils obtinrent la moitié des sièges de la commission. Marie Spirinova, qui en fut élue présidente, était l'une de leurs plus ardentes spécialistes.

Nous connaissons dans quelles conditions se développa la discussion, par un témoin impartial anglais, Philipps Price, qui en a donné un récit imagé (1). Elle excusa, à certains moments, entre les deux conflits aigres qui eussent pu aboutir à une rupture si Lénine n'avait recommandé à ses amis de réserver leurs forces pour les combats politiques qui s'annonçaient alors.

Les socialistes-révolutionnaires de gauche pensaient que les grandes propriétés devaient devenir *communales* et leur répartition égalitaire, sur la base du travail. Ils reprenaient, en somme, la vieille idée des paysans russes que nul homme ne doit disposer de plus de terre qu'il n'en peut cultiver. Ils étaient donc opposés à toute ingérence de l'Etat et à toute centralisation. En cela encore, ils se rencontraient avec les anarchistes.

Les bolcheviks, au contraire, pensaient que ce n'est pas en se groupant dans ses associations de culture en commun (art. 1^{er}) ou des communes

(1) Philipps Price : My reminiscences of the Russian revolution, in-8° de 402 p. (Allen éd. London 1921), excellent ouvrage dans la documentation duquel j'ai largement puisé.

agricoles, autour des domaines soviétiques, que les paysans viendraient au socialisme.

Ils pensaient même que ce ne seraient ni les domaines soviétiques, ni les associations de culture qui joueraient le rôle essentiel pour faire pénétrer le socialisme dans l'économie rurale, mais bien, comme l'a écrit Ossinski, commissaire adjoint de l'agriculture, « *la régularisation imposée par l'Etat de la production agricole dans son ensemble, régularisation qui pénétrera toujours plus profond et se changera en une organisation directe de cette production d'Etat* »

Les communistes opposaient aux socialistes-révolutionnaires de gauche les inconvénients inévitables de la commune généralisée. Sans doute, disaient-ils, elle a supprimé la propriété privée, mais elle est *une unité de production trop primitive et trop étroite*, car la réglementation stricte par la collectivité de la consommation individuelle impose, *à la liberté personnelle des entraves lourdes et gênantes* et met, par la force des choses, la vie domestique sous la tutelle d'autrui. *C'est pourquoi, écrivait encore Ossinski, seules sont viables les communes composées d'éléments parfaitement conscients et cohérents, ou bien liés entre eux par des sympathies personnelles.*

Les socialistes-révolutionnaires de gauche affirmaient, au contraire, que l'ancien « mir », débarrassé de ses entraves administratives, était apte à organiser les grands domaines confisqués en communes, sans qu'il fût nécessaire au préalable de s'assurer de l'esprit communiste des associés.

Pour les bolcheviks, en un mot, l'espoir de transformer l'agriculture en se bornant à fortifier *peu à peu les domaines soviétiques et les communautés diverses qui se collaient volontairement à eux, serait tomber dans l'utopie.* La seule façon de réaliser le socialisme serait *de transformer toute la vie économique et toutes les exploitations en même temps et non pas de semer des fabriques, coopératives, comme des oasis au milieu du désert bourgeois.*

Ainsi, l'insignifiance du prolétariat agricole en Russie et l'écrasante majorité de la masse paysanne, les amenaient à préciser le rôle qu'ils comptaient assigner aux domaines soviétiques, *rôle d'exploitation modèle, donnant l'exemple au point de vue technique surtout et non au point de vue social.* Ils estimaient encore que les domaines pourraient, en outre, *servir de base à la régularisation par l'Etat de la culture rurale.*

Point de vue essentiellement réaliste, basé sur les conditions spéciales de la Russie et qu'ils ne prétendaient pas élever au rang de norme applicable à tous les pays. *Nous limitons toujours nos considérations aux campagnes russes, écrivait Ossinski, surtout à la zone agricole au centre ; à l'étranger, il pourra, dans bien des cas, en être autrement.*

Ce furent les conceptions des socialistes-révolutionnaires de gauche qui prévalurent néanmoins dans la grande loi agraire de février 1918.

La loi agraire de mars 1918 et les Comités de Paysans pauvres

La loi agraire de mars 1918, sur la socialisation des terres, énumérait d'abord tous ceux qui pourraient être appelés à la jouissance du sol ; puis elle spécifiait le mode de concession de la terre en jouissance qui devait être accordée d'abord à ceux qui la cultiveraient au profit de la communauté (art. 21), ensuite à ceux qui la cultiveraient

pour un profit personnel. Elle fixait ensuite minutieusement les normes du travail agricole, en tenant compte du climat, de la nature du sol, des moyens de transport de récolte, de l'âge des travailleurs ; les conditions de transfert des travailleurs agricoles et l'aide que devait leur fournir le gouvernement (art. 22 à 34).

Elle précisait enfin (art. 34) que le droit de jouissance de la terre ne pouvait être accordé que dans des buts de civilisation, d'utilité publique, de travail individuel, de construction, pour établir des exploitations en commun, pour la construction de voies de communication. Elle arrêta les formalités des postulants et les conditions requises pour réaliser le droit de jouissance et le résilier.

Cette loi marquait donc le triomphe du programme des socialistes-révolutionnaires. Néanmoins, les bolcheviks purent obtenir, après de vives discussions, la création de fermes d'Etat destinées à devenir des centres d'instruction agricole, des terres d'expériences et des foyers de propagande dans les campagnes ; mais les socialistes-révolutionnaires, méfiants, firent préciser qu'elles fonctionneraient sous le contrôle des travailleurs (art. 13).

La loi fixait donc le morcellement du sol en parcelles concédées à des communautés, des familles ou des individus. C'était là une entreprise considérable, d'autant plus difficile à réaliser qu'elle semblait considérer comme acquis par les paysans des sentiments communistes qui n'étaient rien moins que constatés. En dépit de prescriptions pratiques intéressantes sur le relèvement de la technique et de l'instruction agricole, de l'assurance contre les calamités et de l'assistance publique (art. 11 à 16) : c'était surtout l'idéalisme sommaire des socialistes-révolutionnaires de gauche que traduisait la loi.

On le vit bien quand vint le moment de l'appliquer. On se heurta aux difficultés inextricables créées par les conditions anarchiques des confiscations paysannes, à l'opposition des zemstvos qui continuaient à siéger ; enfin, à l'inertie des socialistes-révolutionnaires de gauche, nombreux, dont les comités agraires et qui, après la paix de Brest-Litovsk, qu'ils désapprouvèrent, songèrent davantage à renverser le gouvernement communiste qu'à appliquer les mesures décidées en commun.

Ph. Price fit, au lendemain du vote de la loi, un voyage dans la province de Vologda. Il constata les effets terribles de la vengeance des paysans, l'activité des spéculateurs, l'influence néfaste de l'argent des missions alliées sur les zemstvos, hostiles aux Soviets. Les difficultés soulevées par les décisions du Conseil panrusse des Soviets concernant le monopole du blé et la création des fermes d'Etat, soit par la constitution des communes selon les discussions des socialistes-révolutionnaires de gauche, mais il distingua très nettement, au sein du chaos, les efforts soutenus et efficace pour créer de l'ordre.

Un gigantesque travail de reclassement et d'organisation se présentait aux bolcheviks, au milieu de difficultés sans nombre dont la moindre n'était pas l'apathie malsaisante des S.R. de gauche. Sous le coup de nécessités tragiques et impérieuses, ils allaient utiliser les oppositions de classes, jusque-là contenues, chez les paysans. La vraie révolution prolétarienne commençait.

Les événements prirent, en été 1918, une telle gravité que l'existence même de la Révolution fut mise en question.

La récolte totale de blé, en 1917, n'avait atteint que 881 millions de pouds (plus de 140 millions

d'hectolitres), soit environ les deux tiers de la production d'avant-guerre (210 millions d'H.P.).

Or, en Ukraine, où la terre avait produit 510 millions de pouds, les Allemands s'emparèrent de la presque totalité de la récolte. Au début de l'année 1918, il ne restait plus disponibles, en Russie, que 371 millions de pouds (environ 60 millions de quintaux).

La révolte des Tchéco-Slovaques, en été 1918, priva les bolcheviks des réserves de Sibérie, du nord du Caucase et de la basse Volga. Il ne resta que 50 millions de pouds, presque entièrement entre les mains des cultivateurs, kouiaks et paysans moyens, peu enclins à les céder à l'amiable — et prêts à spéculer sur la misère des villes.

Que pouvaient faire les bolcheviks ? S'adresser aux bolcheviks ? Hélas, non, car les paysans routiniers avaient élu, presque partout, des accapareurs, des enrichis, des capitalistes et des intellectuels, qui continuèrent à les exploiter.

Les paysans pauvres ne tardèrent pas à s'apercevoir qu'ils étaient les victimes de leurs élus. Proletaires et semi-proletaires se tournèrent de plus en plus vers les bolcheviks, tandis que les koulaks et une partie des paysans moyens se réclamèrent de la Constituante révolutionnaire de Samara.

Cette opposition de classes fournit au gouvernement une base solide pour les réquisitions : il décida de « purifier » les soviets locaux. Les trafiquants et accapareurs furent privés du droit électoral. Enfin, on créa dans chaque village des Comités de paysans pauvres qui supplantèrent les soviets ou les surveillèrent de près.

Avec l'aide de « l'armée alimentaire », recrutée parmi les ouvriers des villes, ils nettoyaient les provinces du centre. Peu à peu, le blé rentra, et l'armée rouge put chasser les Tchéco-Slovaques de la Volga.

Au prix de violences toujours nécessaires, les bolcheviks sauvèrent, en été 1918, la Révolution. Pour cette tâche, les Comités de paysans pauvres présentèrent un triple avantage : ils permirent l'approvisionnement des villes ; substituèrent à la politique timorée des soviets une action révolutionnaire, et précisèrent la différenciation des classes dans les campagnes.

Cette politique unit non seulement toutes les forces de la réaction contre les bolcheviks, mais creusa un abîme entre eux et les S.R. de gauche. Une lutte terrible allait commencer où les S.R. allaient être vaincus.

André JULIEN.

A propos de l'Assassinat de Victor Kingissep

L'assassinat du camarade Kingissep a mis la démocratie esthonienne dans un embarras cruel et caractéristique. Au cours des trois premiers jours qui suivirent le crime, M. Einbund, ministre de l'Intérieur, convoqua trois fois les représentants de la presse pour les renseigner. La première fois (6 mai), le ministre crut nécessaire de justifier l'exécution sommaire de notre vaillant camarade en donnant les motifs suivants :

« Kingissep aurait opposé aux agents qui l'arrêtaient une résistance armée, cela dans une région placée sous le régime de la loi martiale. Il aurait été l'instigateur et le dirigeant de l'insurrection paysanne des îles d'Oesel et de Moon. Il aurait aussi travaillé pendant trois ans au renversement de la démocratie esthonienne. »

Examinons de plus près ces motifs. C'est le 6 mai que, pour la première fois, le ministre parla de la résistance armée du camarade Kingissep. Jusqu'alors, pendant plusieurs jours, la presse, informée par la police secrète, s'était bornée à constater que l'on avait trouvé sur Kingissep un revolver. Pas un journal n'avait parlé de sa prétendue résistance. Nous savons d'ailleurs que notre camarade était bien résolu à ne faire usage de ses armes que s'il avait des chances sérieuses de s'échapper. Dans les circonstances de son arrestation, ces chances faisaient totalement défaut. Quant au port d'arme prohibée, ce délit est punissable de trois mois de prison au maximum. A l'insurrection de l'île d'Oesel, Kingissep, comme tout notre parti, ne prit malheureusement aucune part. Ce fut un mouvement purement spontané, provoqué par la maladresse et l'arbitraire du premier gouvernement esthonien.

Le ministre actuel n'a d'ailleurs produit aucun argument à l'appui de son allégation gratuite. Le troisième grief imputé à Kingissep est le seul vrai. Ce n'est rien de plus que le grief de propagande et d'activité communiste. Mais la loi de l'ancien régime tsariste, encore en vigueur dans la république démocratique d'Esthonia, ne punit pas de mort la propagande communiste et l'adhésion à un parti politique.

Ces explications embarrassées ne montrent que le désir, chez les dirigeants de l'Esthonia démocratique, de justifier un acte en soi illégal et injustifiable : l'assassinat dans un pays qui se prétend civilisé, d'un propagandiste ouvrier arrêté et désarmé.

POHEGELMAN.

Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S.F.I.C.)
PARAISANT LE JEUDI

Le Numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois	7 »	8 »
6 mois	13 »	14 »
12 mois	26 »	28 »

Adresser la correspondance à

René REYNAUD, 120, rue Lafayette, PARIS

Dix jours qui ébranlèrent le Monde

Ayant lu avec un grand intérêt et une attention profonde le livre de John Reed « Dix jours qui ébranlèrent le monde », je le recommande du fond du cœur aux ouvriers de tous les pays. Je voudrais que ce livre fût répandu par millions d'exemplaires et traduit dans toutes les langues, car il donne un exposé vivant et véridique des événements qu'il importe de connaître pour comprendre ce que sont la révolution prolétarienne et la dictature du prolétariat.

N. LÉNINE.

(Préface à la nouvelle édition, numéro 16 de l'*Internationale Communiste de Moscou*.)

Vers la fin de septembre 1917, un professeur de sociologie étranger visitant la Russie vint me voir à Pétrograd. Des hommes d'affaires et des intellectuels l'avaient informé que le mouvement révolutionnaire commençait à décroître. Le professeur écrivit un article sur ce sujet et fit ensuite un voyage à travers le pays, visitant les villes industrielles et les communautés paysannes — où, à son grand étonnement, la révolution paraissait prendre une grande extension. Parmi les salariés et les paysans, on entendait fréquemment parler de : « Toute la terre aux paysans ! Toutes les usines aux travailleurs ! » Si le professeur avait fait une visite au front, il aurait entendu toute l'armée parler de la paix...

Le professeur était intrigué, mais il n'aurait pas dû l'être ; les deux observations étaient justes. Les classes possédantes devenaient de plus en plus conservatrices, les masses laborieuses de plus en plus radicales.

Le sentiment était général parmi les hommes d'affaires et les intellectuels, que la révolution était allée suffisamment loin, avait duré trop longtemps et que les choses devaient en rester là. Ce sentiment était partagé par les groupes dominants des socialistes modérés de la défense nationale, les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires, qui soutenaient le gouvernement provisoire de Kerensky.

Le 14 octobre, l'organe officiel des socialistes modérés écrivait :

« Le drame de la révolution a deux actes : la destruction de l'ancien régime et la création du régime nouveau. Le premier acte a assez duré. Maintenant, il est temps de passer au second et de le jouer aussi rapidement que possible. Comme l'a dit un grand révolutionnaire : « Hâtons-nous, amis, à terminer la révolution. Celui qui la fera durer trop longtemps n'en recueillera pas les fruits... »

Le premier Acte

Cependant, les ouvriers, les soldats et les masses paysannes avaient la conviction tenace qu'on n'avait pas encore fini de jouer « le premier acte ». Sur le front, les Comités des Armées luttaient continuellement avec les officiers qui ne pouvaient pas s'habituer à traiter leurs hommes comme des êtres humains ; à l'arrière, les Comités du Sol, élus par les paysans, furent emprisonnés pour avoir essayé d'exécuter les décrets du gouvernement concernant la terre ; et les ouvriers dans les usines combattaient les listes noires et les lock-outs. En outre, les exilés politiques, de retour

en Russie, étaient frappés d'interdiction de séjour en qualité de citoyens indésirables ; et dans un certain nombre de cas, des hommes revenus de l'étranger dans leurs foyers furent persécutés et emprisonnés pour des actes révolutionnaires commis en 1915.

Les socialistes « modérés » n'avaient qu'une seule réponse au mécontentement multiple du peuple : « Attendez l'Assemblée Constituante qui se réunira en décembre ! » Mais les masses n'étaient pas satisfaites de cette réponse. L'Assemblée Constituante, c'est très bien ; mais la révolution russe avait été faite pour un certain nombre de buts bien définis pour lesquels les martyrs révolutionnaires pourrissaient dans leur tombeau fraternel sur le Champ de Mars. Ces buts devaient être atteints avec ou sans l'Assemblée Constituante : la Paix, la Terre et le Contrôle ouvrier de l'industrie. L'Assemblée Constituante a été différée et différée de nouveau — probablement elle le serait encore jusqu'à ce que le peuple soit assez calme pour modifier peut-être ses réclamations ! En tout cas, voilà huit mois que la révolution dure, et les résultats sont minimes.

Pendant ce temps, les soldats commençaient à résoudre la question de la paix par la simple désertion, les paysans incendiaient les châteaux et s'emparaient des grandes propriétés, les ouvriers faisaient des grèves et du sabotage... Il va sans dire que les industriels, les propriétaires fonciers et les officiers — ce qui était d'ailleurs naturel — exerçaient leur influence contre tout compromis démocratique...

La politique du gouvernement provisoire hésitait entre des réformes inefficaces et des mesures de répression sévère. Un décret du ministre socialiste du Travail ordonna à tous les Comités ouvriers de ne se réunir qu'après les heures de travail. Parmi les troupes du front, les « agitateurs » appartenant aux partis politiques d'opposition étaient arrêtés, les journaux radicaux étaient suspendus et la peine capitale appliquée aux propagandistes révolutionnaires. On faisait des tentatives pour désarmer la Garde rouge. On envoyait des cosaques en province pour maintenir l'ordre...

Ces mesures étaient supportées par les socialistes « modérés » et leurs leaders au ministère, qui estimaient nécessaire de collaborer avec les classes possédantes. Le peuple se détourna rapidement d'eux et il passa du côté des bolcheviks, qui étaient pour la paix, la terre, le contrôle ouvrier et le gouvernement de la classe ouvrière. En septembre 1917, la crise éclata. Malgré le sentiment dominant dans le pays, Kerensky et les socialistes « modérés » réussirent à établir le gouvernement de la coalition avec les classes possédantes ; en conséquence, les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires perdirent à jamais la confiance du peuple...

Les Ministres « Socialistes »

Un article du *Rabotchi Pour (La Voix des Ouvriers)*, intitulé : « Les Ministres socialistes », paru au milieu d'octobre, exprimait les sentiments des masses à l'égard des socialistes modérés de la façon suivante :

« Voici la liste de leurs services :

« Tseretelli : avec le concours du général Polovtzev, a désarmé les ouvriers, maté les soldats révolutionnaires et approuvé le rétablissement, dans l'armée, de la peine capitale.

« Skobelev : a commencé par essayer d'imposer aux capitalistes une taxe de 100 % sur leurs bénéfices — et il a fini en essayant de dissoudre les Comités ouvriers des usines et des ateliers.

« Avxentiev : a jeté en prison plusieurs centaines de paysans, membres des Comités du Sol, et supprimé des douzaines de journaux, organes des ouvriers et des soldats.

« Tchernov : a signé le Manifeste « impérial », ordonnant la dissolution de la Diète Finlandaise.

« Savinkov : a conclu une alliance ouverte avec le général Kornilov. Si ce sauveur de la patrie n'a pas réussi à trahir Petrograd, c'est pour des raisons qui ont échappé à son contrôle.

« Zaroudny : avec l'approbation de Kerensky et d'Alexinsky, a jeté en prison quelques-uns des meilleurs ouvriers de la Révolution, des soldats et des marins.

« Nikitine : a agi comme un vulgaire policier à l'égard des cheminots.

« Kérensky : mieux vaut n'en pas parler. La liste de ses services est trop longue...

Un Congrès des délégués de la Flotte Baltique, à Helsingfors, adopta une résolution qui commençait ainsi :

« Nous demandons la révocation immédiate du Gouvernement Provisoire du « socialiste » Kerensky. Cet aventurier politique qui par ses chantages éhontés et sa complicité avec la bourgeoisie scandalise et ruine la grande Révolution et les masses révolutionnaires. »

Le résultat direct de tout ceci fut le soulèvement des Bolcheviks...

Depuis mars 1917, lorsque les torrents impétueux d'ouvriers et soldats se ruant contre le Palais de Tauride contraignirent la Douma Impériale à assumer le pouvoir suprême en Russie, c'étaient les masses, les ouvriers, les soldats et les paysans qui déterminaient tous les changements dans le cours de la révolution. Elles provoquèrent la chute du ministère de Milloukoff ; c'est leur Soviét qui proclama au monde les conditions russes de la paix. — « Ni annexions, ni indemnités et le droit des peuples de disposer d'eux-mêmes ». Et de nouveau, en juillet, c'est le soulèvement spontané du prolétariat non organisé qui, une fois de plus, assaillit le Palais de Tauride et exigea que les Soviets assumassent le pouvoir en Russie.

Les Bolcheviks

Les Bolcheviks, qui n'étaient alors qu'une petite secte politique, se placèrent à la tête du mouvement. L'échec désastreux de leur soulèvement retourna contre eux l'opinion publique, et leurs hordes privées de chefs se retirèrent dans le quartier de Viborg, le faubourg Saint-Antoine de Petrograd. Alors on fit une chasse sauvage aux Bolcheviks : on les emprisonna par centaines, parmi eux Trotsky, Kolontai et Kamenev. Lénine et Zinoviev se cachèrent pour échapper à la justice ; les journaux bolcheviks furent supprimés. Les provocateurs et les réactionnaires se mirent à crier que les Bolcheviks étaient des agents allemands jusqu'à ce que le monde entier en fût convaincu.

Mais le Gouvernement provisoire était lui-même incapable de prouver ses accusations : les documents prouvant la conspiration progermanique étaient reconnus faux : les Bolcheviks emprisonnés étaient l'un après l'autre relâchés sans jugement,

avec ou sans caution — jusqu'à ce qu'il n'en restât plus que six. L'impuissance et l'indécision du Gouvernement provisoire, dont la constitution se modifiait sans cesse était un argument que personne ne pouvait refuter. Les Bolcheviks lancèrent de nouveau leur cri de guerre si cher aux masses : « Tout le pouvoir aux Soviets ! » Et en cela ils n'étaient pas de simples égoïstes, car à ce moment la majorité des Soviets était composée de socialistes modérés, leurs ennemis acharnés.

Devenus plus puissants encore, ils prirent les simples et épris des ouvriers, des soldats et des paysans pour établir leur programme immédiat. Ainsi, pendant que les Mencheviks et les Socialistes-Révolutionnaires s'engageaient dans un compromis avec la bourgeoisie, les Bolcheviks gagnaient rapidement à leur cause les masses russes. En juillet, ils étaient pourchassés et méprisés : en septembre, les ouvriers des villes, les marins de la Flotte Baltique et les soldats étaient presque entièrement gagnés à leur cause. Les élections municipales de septembre dans les villes furent significatives : seulement 18 % des voix se prononcèrent pour les Mencheviks et les socialistes-révolutionnaires, alors qu'en juin ils avaient obtenu 70 %.

Il reste un phénomène qui avait beaucoup intrigué les observateurs étrangers : le fait que les comités centraux exécutifs des Soviets, les comités centraux de l'armée et de la flotte et les comités centraux des quelques syndicats, notamment des syndicats des P. T. T. et des Cheminots, s'opposaient aux Bolcheviks avec une extrême violence. Ces comités centraux, tous avaient été élus au milieu de l'été ou même avant, lorsque les Mencheviks et les socialistes-révolutionnaires avaient pour eux la majorité du pays, et ils empêchaient ou différèrent toute nouvelle élection. Ainsi, selon la constitution des Soviets des Députés Ouvriers et Soldats, le Congrès panrusse aurait dû être convoqué en septembre ; mais le Comité Central Exécutif ne voulut pas convoquer le congrès sous prétexte que l'Assemblée Constituante devait elle-même se réunir dans deux mois : à ce moment-là, insinuaient-ils, les Soviets auraient abdiqué. Pendant ce temps-là, les Bolcheviks gagnaient l'un après l'autre les soviets locaux de tout le pays, les syndicats, les soldats et les matelots. Les soviets des paysans restaient encore conservateurs presque dans les districts ruraux, en proie à l'apathie, la conscience se développe lentement, et le parti des socialistes-révolutionnaires avait mené la propagation... Mais même parmi les paysans une aile révolutionnaire était en voie de formation. C'est ce qui apparut clairement en novembre, lorsque l'aile gauche des socialistes-révolutionnaires se divisa pour former une nouvelle fraction politique de socialistes-révolutionnaires gauches. En même temps, apparaissaient partout des signes attestant que les forces de réaction gagnaient du terrain. A Petrograd, par exemple, au théâtre de Trotsky, une comédie burlesque intitulée *Les Péchés du Tsar*, fut interrompue par un groupe de monarchistes qui menacèrent de lyncher les acteurs coupables « d'avoir insulté l'Empereur ». Certains journaux commencèrent à soupirer après un « Napoléon russe ». C'était une habitude parmi la bourgeoisie intellectuelle d'appeler le Soviét des Députés Ouvriers et Soldats, le Soviét des chiens.

Le 15 novembre, j'eus un entretien avec le grand capitaliste russe, S. G. Lianozov, connu comme « le Rockefeller russe » — membre du parti Cadet.

« La Révolution », dit-il, est une maladie. Tôt ou tard, les puissances étrangères seront obligées

d'intervenir ici, comme on intervient pour guérir un enfant malade et lui apprendre à marcher. Naturellement, ce sera plus ou moins inopportun, mais les nations doivent se rendre compte du danger du bolchevisme dans leurs propres pays, du danger d'idées aussi contagieuses que celles de la « dictature du prolétariat » et de « la révolution sociale universelle »... Il y a une chance pour que cette intervention ne soit pas nécessaire. Les transports sont désorganisés, les usines ferment, et les Allemands avancent. La famine et la défaite peuvent ramener le peuple russe à la raison... »

M. Lianozov affirmait très énergiquement que, quoiqu'il arrive, il serait impossible aux marchands et aux fabricants de permettre aux Comités d'usines de subsister ou d'admettre la participation des ouvriers à la gestion des usines.

Quant aux bolcheviks, on en viendrait à bout par l'une ou l'autre de ces deux méthodes. Le gouvernement évacuerait Petrograd ; on proclamerait l'état de siège, et le commandant militaire du district traiterait ces messieurs sans formalités légales... Ou si, par exemple, l'Assemblée Constituante manifeste quelques tendances utopiques, on pourrait la disperser par les armes...

L'hiver approchait — le terrible hiver russe. J'entendais les hommes d'affaires en parler ainsi : « L'hiver a toujours été le meilleur ami de la Russie. Peut-être nous délivrera-t-il maintenant de la révolution. » Sur le front glacé, les armées misérables continuaient à souffrir de la faim et à mourir sans enthousiasme. Les transports par les voies ferrées se désorganisaient, les vivres manquaient, les fabriques chômaient... Les masses désespérées s'écriaient que la bourgeoisie sabotait la vie du peuple et provoquait la défaite sur le front. Riga fut livrée immédiatement après que le général Kornilov ait dit publiquement : « Devons-nous payer avec Riga le prix nécessaire pour ramener le pays au sentiment de son devoir... »

Il paraît incroyable aux Américains que la lutte de classe puisse prendre une telle acuité. Mais j'ai rencontré personnellement des officiers sur le front du Nord qui préféraient franchement le désastre militaire à la coopération avec les Comités des soldats. Le secrétaire du parti des Cadets à Petrograd m'a dit que la désorganisation de la vie économique du pays faisait partie de la campagne entreprise pour discréditer la révolution. Un diplomate allié, dont j'ai promis de ne pas mentionner le nom, a confirmé ces faits qu'il avait lui-même constatés.

Je connais certaines mines de charbon voisines de Kharkov, qui furent incendiées et inondées par leurs propriétaires ; certaines industries textiles de Moscou, dont les ingénieurs avant leur départ mirent les machines hors d'état, et je connais des cheminots surpris par les ouvriers au moment où ils détérioraient les locomotives.

Une grande partie des classes possédantes préférait les Allemands à la Révolution — même au Gouvernement provisoire — et elle n'hésitait point à le dire. Dans la famille russe où je vivais, le sujet de la conversation à table était invariablement la venue des Allemands apportant « la loi et l'ordre »... Je passais une soirée dans la maison d'un négociant de Moscou. Pendant que nous prenions le thé, nous demandâmes aux onze personnes assises à la table qui elles préféraient : « De Guillaume ou des Bolcheviks ». Dix contre une votèrent pour Guillaume.

La fin d'un régime

Les spéculateurs profitaient de la désorganisation universelle pour amasser les fortunes et pour

les gaspiller dans des débauches fantastiques ou pour corrompre les fonctionnaires du gouvernement. Vivres et combustibles étaient dissimulés ou expédiés en secret en Suède. Au cours des quatre premiers mois de la Révolution, par exemple, les réserves des vivres étaient pillées presque ouvertement dans les grands magasins municipaux de Petrograd, de telle sorte que les provisions qui devaient durer deux ans furent réduites à une quantité moins que suffisante pour nourrir la ville pendant un mois... Conformément aux rapports officiels du ministre de l'approvisionnement du Gouvernement provisoire, le café était acheté en gros à Vladivostok, au prix de deux roubles la livre, et les consommateurs à Petrograd le payaient treize. Dans tous les dépôts des grandes villes, il y avait des stocks de vivres et de vêtements, mais les riches seuls pouvaient les acheter.

Je connaissais dans une petite ville de province une famille de négociants devenus spéculateurs : les trois fils, moyennant finances, s'étaient dérobés du service militaire. L'un d'eux spéculait sur les vivres. Un autre vendait d'une manière illégale aux compagnies secrètes de Finlande de l'or provenant des mines de Lena. Le troisième possédait des intérêts dans une fabrique de chocolat qui fournissait les sociétés coopératives locales, à condition que les coopératives lui fourniraient tout ce dont il avait besoin. Ainsi, tandis que les masses touchaient un quart de livre de pain noir, il avait en abondance du pain blanc, du sucre, du thé et du beurre... Cependant, lorsque les soldats sur le front, épuisés par le froid et la famine, ne pouvaient plus se battre, avec quelle indignation cette famille criait : « Lâches ! » et comme ils « avaient tous honte » d'être des « Russes »... Lorsqu'à la fin les Bolcheviks trouvèrent et réquisitionnèrent de vastes quantités de provisions cachées, quels « voleurs » ils furent alors.

Sous cette pourriture extérieure agissaient les forces sombres du vieux régime ; inchangées depuis la chute de Nicolas II, elles restaient toujours secrètes et très actives. Les agents de la célèbre Okhrana fonctionnaient toujours, pour et contre le Tzar, pour et contre Kerensky, avec qui pouvait payer... Dans les ténèbres des organisations souterraines de toute espèce, telle que les Cents Noirs, essayaient avec zèle de restaurer la réaction sous n'importe quelle forme.

Dans cette atmosphère de corruption, de demi-vérité monstrueuse, une note claire se faisait entendre chaque jour. Le cri de plus en plus profond des Bolcheviks : « Tout le pouvoir aux Soviets ! Tout le pouvoir aux représentants directs des millions et des millions d'ouvriers, de soldats et de paysans. La terre, du pain, la fin de la guerre insensée, la fin de la diplomatie secrète, de la spéculation et de la trahison. »

La lutte entre le prolétariat et la classe moyenne, entre les Soviets et le gouvernement, commencée les premiers jours de mars, approchait de son point culminant. Ayant sauté d'un bond du moyen âge au XX^e siècle, la Russie montrait au monde frémissant les deux systèmes de révolution — la Révolution politique et la Révolution sociale — aux prises dans un combat mortel.

Quelle révélation de la vitalité révolutionnaire en Russie après tous ces mois de famine et de déboires. La bourgeoisie aurait dû mieux connaître sa Russie : où la « maladie » révolutionnaire durerait encore longtemps.

Si on jette un regard en arrière, la Russie avant l'insurrection de novembre paraît appartenir à un autre âge, essentiellement conservateur. Nous

nous adoptions si rapidement à cette vie nouvelle, à ce rythme plus rapide ; de même manière que la politique russe tournait en bloc vers la gauche, jusqu'à ce que les Cadets fussent proscrits comme ennemis du peuple, Kerensky devint un « contre-révolutionnaire » et les leaders socialistes modérés, Tzeritelli, Lan, Lieber, Gotz et Avksentiev fussent considérés par leurs partisans comme trop réactionnaires, ainsi les hommes comme Victor Tchernov et même Maxime Gorky, se trouvèrent appartenir à la droite.

Vers le milieu de décembre 1917, quelques chefs socialistes-révolutionnaires firent une visite à sir George Buchanan, ambassadeur britannique, et le supplièrent de ne pas faire mention de leur démarche, parce qu'ils étaient considérés comme appartenant à l'extrême-droite.

« Pensez donc ! ajouta sir George, il y a à peine un an que mon gouvernement me donnait l'ordre de ne pas recevoir Milioukov, parce qu'il était si dangereusement gauche ! »

La désorganisation économique

Octobre et novembre sont les plus mauvais mois de l'année en Russie, surtout à Petrograd. Sous un ciel gris et maussade, par des journées courtes, la pluie tombait monotone, incessante. Sous le pied, la boue glissante et collante était épaisse. Traînée partout par des lourdes bottes, elle était pire que d'habitude, par suite de la désorganisation complète des services vicinaux. Les vents âpres et humides soufflaient du golfe de Finlande et un brouillard glacial s'étendait dans les rues. La nuit, par raison d'économie, et par crainte des zeppelins, les lumières des rues étaient rares et espacées ; dans les hôtels particuliers, dans les appartements, l'électricité ne fonctionnait que de six heures jusqu'à minuit ; le pétrole était rare et les bougies coûtaient 2 roubles pièce. Il faisait sombre à partir de 3 heures de l'après-midi jusqu'à 10 heures du matin. Les vols et les cambriolages se multipliaient. Dans les appartements, les hommes armés de fusils montaient la garde tour à tour toute la nuit. Ceci se passait sous le Gouvernement provisoire.

De semaine en semaine, les vivres se faisaient plus rares. La ration de pain tomba d'une livre et demie à une livre, puis à trois quarts, à une demie, à un quart de livre. Finalement, il y eut une semaine où on manqua complètement de pain. On avait droit à deux livres de sucre par mois, si on pouvait l'obtenir, ce qui était très rare. Il n'y avait du lait que pour la moitié des petits enfants de la ville ; la plupart des hôtels et des maisons particulières en furent privés pendant des mois entiers. A la saison des fruits, les pommes et les poires s'étaient vendues au coins des rues un rouble pièce.

Pour avoir du lait, du pain, du sucre et du tabac, il fallait faire la queue pendant de longues heures sous la pluie glaciale. En revenant des meetings qui avaient duré toute la nuit, j'ai vu les queues qui commençaient à se former avant l'aube — pour la plupart des femmes, quelques-unes avec leurs enfants dans les bras... Carlyle, dans sa *Révolution Française*, a décrit le peuple français comme se distinguant de tous les autres par sa capacité de faire la queue. La Russie avait pris cette habitude sous le règne de Nicolas le Bienheureux, en 1915, elle la conserva sans interruption jusqu'à l'été de 1917, où cette habitude devint une règle. Pensez à ces pauvres gens debout dans les rues glacées de Petrograd, des jours entiers, pendant l'hiver russe ! J'ai prêté l'oreille à ces « queues de pain » et j'ai entendu la note triste et amère

du mécontentement qui, de temps en temps, s'élevait de cette foule russe si miraculeusement patiente...

Tous les théâtres étaient ouverts chaque nuit, même le dimanche. Karsavina apparaissait au théâtre Marinsky et toute la Russie, amoureuse de la danse, venait l'admirer. Chaliapine chantait. Au théâtre d'Alexandre, on reprenait la *Mort d'Ivan le Terrible*, de Tolstoï, avec la mise en scène de Meyerhold ; à cette représentation, je me rappelle avoir vu un élève de l'École des Pages dans son uniforme de parade, qui, pendant les entr'actes, se tenait debout, regardant la loge vide aux aigles effacées de l'empereur. Le « Krivoé Zerkalov » donnait une représentation somptueuse de *la Ronde*, de Schnitzler.

Bien que l'Hermitage et les autres galeries de peinture aient été évacués à Moscou, il y avait des expositions de peinture toutes les semaines. Des troupes de femmes intellectuelles allaient entendre les conférences sur l'art, la littérature et la philosophie facile. L'Armée du Salut, admise en Russie pour la première fois, placardaient les murs de Petrograd de grandes annonces de réunions évangéliques, qui amusèrent et étonnèrent les auditoires russes...

Comme toujours, dans de pareilles époques, la vie conventionnelle et mesquine de la ville continuait, ignorant autant que possible la Révolution. Les poètes faisaient des vers — mais pas sur la Révolution. Les peintres réalistes peignaient des scènes de la Russie médiévale — tout ce que vous voulez, excepté la Révolution. Les jeunes provinciales venaient dans la capitale pour apprendre le français et cultiver leur voix, et de jeunes officiers, joyeux et beaux, traînaient dans les vestibules des hôtels leurs « bachliks » rouges garnis d'or et leurs sabres ouvragés du Caucase. Les femmes de la petite bureaucratie prenaient les unes chez les autres leur « five o'clock tea », portant avec elles dans leurs manchons leurs petites bonbonnières de sucre en or ou en argent et leur demi-livre de pain. Elles désiraient le retour du tsar, la venue des Allemands, quelque chose enfin qui résoudrait le problème domestique... La fille d'un de mes amis revint un soir en pleurs parce qu'une femme wattman l'avait appelée « camarade ».

L'esprit révolutionnaire

pénètre dans les masses

Autour d'eux, l'immense Russie était dans les douleurs, enfantant un monde nouveau. Les domestiques qu'on traitait autrefois comme des animaux et qu'on ne payait presque pas, devenaient indépendants. Une paire de chaussures coûtait plus de 100 roubles, et comme les gages moyens étaient de 35 roubles par mois, les domestiques craignant d'user leurs chaussures, refusaient de « faire la queue ». Bien mieux, dans la nouvelle Russie, chaque homme et chaque femme pouvaient voter ; il y avait des journaux ouvriers, disant des choses nouvelles et merveilleuses ; il y avait des Soviets ; il y avait des syndicats. Les cochers eux-mêmes avaient un syndicat ; ils étaient représentés au Soviet de Petrograd. Les garçons et les domestiques d'hôtels étaient syndiqués et refusaient les pourboires. Sur les murs des restaurants, ils avaient mis des affiches sur lesquelles on lisait : « Ici, on n'accepte pas de pourboires », ou « ce n'est pas une raison parce que l'homme est obligé

de gagner sa vie en servant à table, pour l'offenser en lui offrant un pourboire ».

Sur le front, les soldats luttèrent contre les officiers et apprenaient à se gouverner eux-mêmes, au moyen de leurs comités. Dans les usines, les Comités d'usines, ces uniques organisations russes, gagnaient de l'expérience et de la force et réalisaient leur mission historique en luttant avec l'ancien ordre de chose. Toute la Russie apprenait à lire, et elle lisait — l'économie politique, l'histoire — parce que le peuple désirait savoir. Dans toutes les villes, grandes et petites, sur le front, chaque fraction politique avait son journal — quelquefois elle en avait même plusieurs. Des pamphlets, par centaines de mille, étaient distribués par des milliers d'organisations et répandus dans les armées, dans les villages, les usines, les rues. La soif d'instruction, si longtemps réprimée, avec la révolution prit la forme d'un véritable délire. Du seul Institut Smolny, pendant les six premiers mois, sortaient chaque jour des trains et des voitures chargés de littérature pour saturer le pays. La Russie, insatiable, absorbait toute matière imprimée comme le sable chaud absorbe de l'eau. Et ce n'était point des fables, de l'histoire falsifiée, de la religion diluée et des romans corrompus à bon marché — mais les théories sociales et économiques, de la philosophie, les œuvres de Tolstoï, de Gogol et de Gorky...

Ensuite vinrent les discours, à côté desquels « le torrent d'éloquence française » de Carlyle n'est qu'un simple murmure. Les conférences, les débats, les discours aux théâtres, aux cirques, dans les écoles, dans les clubs, dans les lieux de réunion des Soviets, dans les sièges des syndicats, dans les casernes... Les meetings dans les tranchées, sur les places publiques des villages, dans les usines... Quel spectacle magnifique de voir l'Usine de Poutilov verser ses quarante mille ouvriers pour entendre les socialistes démocrates, les socialistes-révolutionnaires, les anarchistes ou qui que ce soit, pourvu qu'ils aient quelque chose à dire. Pendant des mois entiers, à Pétrograd et dans toute la Russie, chaque coin de rue était devenu une tribune publique. Dans les trains, dans les tramways, partout éclataient des débats improvisés...

Les conférences et les congrès panrusses rassemblaient les hommes de deux continents — les réunions des Soviets, des coopératives, des zemstvos, des nationalités, des prêtres, des paysans, des partis politiques : la Conférence démocratique, la Conférence de Moscou, le Conseil de la République russe. Trois ou quatre congrès avaient toujours lieu en même temps à Pétrograd. On essayait en vain de limiter le temps accordé aux orateurs, chacun restait libre d'exprimer sa pensée.

Nous avons visité le front de la 12^e armée, à l'arrière de Riga, où les hommes, affamés, malades, sans chaussures, languissaient dans la boue horrible des tranchées ; lorsqu'ils nous virent, ils se dressèrent avec leurs maigres figures, leur chair, bleuie par le froid, qu'on apercevait à travers leurs vêtements déchirés, nous demandant avidement : « Nous avez-vous apporté quelque chose à lire ? »

Bien que les signes extérieurs et visibles du changement fussent nombreux et que Catherine la Grande, devant le théâtre d'Alexandre, portât dans ses mains un petit drapeau rouge et que d'autres bannières, légèrement fanées, flottassent sur les bâtiments publics, les monogrammes et les aigles impériales étaient ou arrachées ou mas-

quées ; à la place de l'agent de police redoutable, une milice bienveillante et désarmée montait la garde dans les rues, — malgré tout cela, il y avait encore de nombreux et étranges anachronismes.

Par exemple, Pierre le Grand brandissait encore sa fable des Rangs qu'il avait imposée à la Russie avec sa main de fer. Presque tout le monde, depuis l'écolier, portait l'uniforme prohibé avec les insignes de l'empereur sur les boutons et sur les épaulettes. L'après-midi, vers cinq heures, les rues étaient pleines de vieux gentilshommes, réconciliés avec le nouveau régime, en uniforme, avec leurs portefeuilles sous les bras, rentrant des ministères — immenses bâtiments semblables à des casernes ; ils calculaient peut-être combien la mortalité parmi leurs supérieurs les rapprochait des rangs tant convoités d'assesseurs de collège ou de conseillers privés, avec la perspective d'une retraite avec une pension confortable et, peut-être, même de la croix de Sainte-Anne.

On raconte l'histoire du sénateur Sokolov qui, en pleine révolution, vint un jour à une séance du Sénat en vêtement civil, et qui ne fut pas admis parce qu'il ne portait pas la livrée exigée par l'étiquette de l'ancien régime.

C'est sur cet arrière-fond formé par un peuple en décomposition et en fermentation que se déroulait le spectacle du soulèvement des masses russes.

John REED.



VIENT DE PARAÎTRE

BIBLIOTHÈQUE COMMUNISTE

ENTRE L'IMPÉRIALISME ET LA RÉVOLUTION

LES QUESTIONS FONDAMENTALES
DE LA RÉVOLUTION À LA LUMIÈRE
DE L'EXPÉRIENCE GÉORGIENNE

PAR **LÉON TROTSKY**

UN VOLUME FRANCO : 5 fr.

En vente à la Librairie de l'Humanité
142, rue Montmartre. Chèque Postal 25.517

Résolution sur la politique générale du Parti Communiste Français

Adoptée le 15 Mai 1922 par le Congrès National de Montluçon des Jeunesses Communistes et soumise aux discussions du Parti

I. -- Le parti tel qu'il est

Exposé des motifs

Les Jeunesses Communistes à l'occasion de leur deuxième Congrès National annuel tiennent à examiner l'ensemble de la situation du Parti Communiste Français.

Lors de la formation du Parti Communiste, il y a un an, les Jeunesses ont renoncé de plein droit à l'autonomie qu'elles avaient acquise au prix de longues luttes. Elles estimaient, elles estiment du reste toujours, qu'il ne pouvait y avoir dans la lutte révolutionnaire divers pôles d'attraction communiste. Leur rôle d'organisme de lutte politique disparaissait automatiquement du fait même de l'affiliation du Parti socialiste à la III^e Internationale, seul véritable guide du mouvement révolutionnaire.

Les Jeunesses Communistes, en renonçant à leur indépendance politique, ne renonçaient pas pour cela à leur libre droit d'appréciation de la conduite du Parti. Dans le courant de l'année, et en de multiples occasions (mai et juin 1921), elles ont clairement professé l'opinion sévère qu'elles avaient du Parti Communiste ; mais c'est toujours en affirmant leur conviction profonde d'un redressement prochain qu'elles combattaient les survivances du passé dans le Communisme français.

Le thème fréquemment employé par nous pouvait se résumer à ceci : Tours a consacré l'adhésion de notre Parti à la III^e Internationale au point de vue doctrinal, elle en a fait un Parti Communiste, Marseille lui donnera la précision tactique, les méthodes de travail et la discipline qu'il lui manque. Or, que voyons-nous quatre mois après le Congrès de Marseille ? Nos légitimes espérances sont-elles réalisées ? Non. Au Conseil National du 23 avril résumant la situation et approuvé par la majeure partie des délégués, son secrétaire général put affirmer que notre Parti est encore à la recherche d'une tactique d'action précise et d'une politique cohérente. Nous savons trop combien notre camarade a raison et c'est pourquoi, pendant que le devoir des communistes « n'est pas de taire les faiblesses de leur mouvement, mais d'en faire ouvertement la critique, afin de s'en débarrasser promptement et radicalement », nous entendons résumer dans le cadre de cette résolution de politique générale les tares dont souffre si cruellement notre Parti. Nous sommes en cela persuadés de servir et d'aider à la cause de la révolution sociale qui est notre pensée de tous moments.

La Situation

Nul ne songe à nier que notre Parti traverse une des crises les plus graves qu'il ait jamais connues :

a) Crise de recrutement : chacun sait comment, loin d'attirer à lui les éléments politiquement conscients de la classe ouvrière, le Parti a vu ces mois derniers ses rangs diminuer d'une façon inquiétante.

b) Crise d'influence sur les larges masses laborieuses. En dépit de certains succès électoraux acquis dans des conditions très particulières, on ne peut justement prétendre que le Parti possède sur les ouvriers l'ascendant nécessaire pour les guider dans toutes leurs luttes.

c) Crise de confiance. Celle-ci n'est peut-être pas la moins grave. Elle se traduit par un relâchement de la discipline générale si joyeusement consentie à Tours, par l'absence de plus en plus visible de dévouement et

d'esprit de sacrifice, par un certain découragement, etc.

d) Crise d'éducation. Notre Parti qui manque d'organisateur, d'administrateurs, de propagandistes par le verbe et l'écrit, qui, lui-même a grand besoin de renforcer son idéologie communiste ne tente rien dans le domaine de l'éducation. Les sections qui sont en proie aux luttes byzantines, aux conflits d'ordre personnel et d'ordre électoral, songent bien peu à fouiller les replis de la doctrine de leur propre Parti, et d'assurer à celui-ci une direction harmonisée avec la nécessité des luttes.

Tout ce mal dont nous souffrons et sur lequel nous aurons l'occasion de revenir, a naturellement des causes importantes qu'il va falloir examiner.

Les survivances du passé

C'est un fait que le Parti a conservé dans son sein certains défauts qui ont fait la faiblesse de toutes les sections de la II^e Internationale. L'adhésion de Tours fut moins une adhésion dictée par les lois de la froide raison que par celle de la pure sentimentalité. Un parti ne se transforme pas du jour au lendemain de réformiste et communiste.

Nous savons trop bien qu'un parti sur les épaules duquel pèsent cinquante années de démocratie, qui évolue dans un pays où la forme d'action légale et fixée dans le cadre de la loi est toujours scrupuleusement respectée, ne peut se débarrasser comme sur un coup de baguette magique des influences du passé. Quand on les a vécues, on ne peut facilement oublier les longues années de pratique et de traction parlementaire. La vieille formule qui voulait qu'un grand nombre d'élus à la Chambre signifiait un grand parti politique est encore trop jalousement ancrée dans nos fédérations.

A vrai dire, le Parti possédait un moyen même après Tours de s'affermir : l'action féconde à laquelle un parti ne peut se soustraire sous peine de dépérissement et de mort certaine. Il lui fallait posséder une plus grande confiance en lui-même, en sa force, se rapprocher de la classe ouvrière, connaître et vivre la vie de celle-ci. C'est surtout pour avoir méconnu ceci que l'horizon lui fut fermé.

On a dit que la cassure de Tours avait été nette ? C'est vrai en partie. Le réformisme mis au pied de l'action révolutionnaire s'est arrêté et a fait volte-face. Le Parti s'est trouvé purifié par le départ du gros des forces du centre et de la droite, mais l'erreur générale fut de croire que cette épuration fut radicale. Une tendance ne quitta pas le Parti quoique cependant d'ores et déjà elle répudiait, sinon franchement du moins secrètement, l'orientation nouvelle et donnait à la III^e Internationale « une adhésion du bout des lèvres ». Elle entendait se réserver le droit au fur et à mesure que les événements se dérouleraient de faire remarquer combien entre elle et le Communisme l'écart qui existait était grand.

Tout naturellement, cette tendance qui rendait Moscou responsable de la scission de Tours et ne pouvait lui pardonner, devait orienter son mécontentement vers l'Internationale Communiste.

Elle trouva dans le Parti un état d'esprit favorable à son entreprise dans le fait que l'on commençait déjà à se lasser des prétendus et inexistantes pouvoirs « dictatoriaux » de l'organisme central : le Comité Di-

recteur. C'est alors que commence la lutte bizarre qui ne s'explique guère « pour un centralisme démocratique », contre le centralisme oligarchique jusqu'à présent inconnu dans le Parti et dans l'Internationale (voir les Thèses et Résolutions du II^e Congrès). Comme nous aurons à le voir lorsque nous pousserons notre examen plus avant, l'idée partie de ce point lit depuis du progrès puisqu'aujourd'hui elle a comme mot d'ordre réel, sinon encore apparent : *se soustraire au contrôle de l'Internationale.*

Le malaise de Marseille

Le Congrès de Marseille, qui s'est terminé de si fâcheuse façon, était peu fait pour assainir la situation du Parti. Quatre membres du Comité Directeur donnèrent leur démission (démission provoquée par la non-réélection du Délégué à l'Exécutif au C. D.). Raison d'ordre politique, donnèrent-ils comme cause de leur démission. Nous avons ici pour devoir d'examiner la valeur de cette affirmation.

De Tours à Marseille, le C. D. siégeant fut composé de 13 membres du Comité de la III^e Internationale et de 11 « reconstructeurs ». Or, jusqu'au jour où des polémiques acerbes et d'ordre plus souvent personnel furent engagées, le travail du C. D. fut si peu divisé que c'est toujours à l'unanimité que les décisions y furent prises. Aucune des deux fractions, membre du Comité de la III^e Internationale, et « reconstructeurs », ne pouvait loyalement rejeter sur l'autre la responsabilité de la direction du Parti. Aucune voix discordante ne s'est jamais élevée tant au C. D. que dans la presse du Parti, et il a fallu le retour de la délégation au

III^e Congrès et les polémiques plus haut citées pour entendre dire que l'ancien fossé divisant les « Communistes » des « reconstructeurs » subsistait toujours, était même plus profond que jamais.

Envisageant la situation sous son angle objectif, nous revoisons ces affirmations. Ceux qui ont assumé en commun la lourde direction du Parti ne peuvent qu'en porter aujourd'hui en commun toute la responsabilité. Les Jeunesses savent que depuis Tours il fut toujours difficile de distinguer l'action d'un membre du Comité de la III^e de celle d'un « reconstructeur ».

Ceux qui ne voient dans la crise présente que le prolongement naturel des deux anciens courants d'idées et lui assignent comme cause la suprématie actuelle des « reconstructeurs » et de leurs nouveaux amis sur les ex-membres du Comité de la III^e montrent qu'ils n'ont pas la nette vision de l'état dans lequel se débat le Parti. Si le Parti ne s'est pas cristallisé d'une façon communiste, les anciennes tendances ont disparu ou se sont tout au moins si parfaitement déclassées que les délimitations d'avant Tours ne correspondent plus aux délimitations actuelles.

Ce qui compte, c'est la naissance d'une nouvelle tendance formant manifestement la droite du Parti, *qui, si elle n'a pas encore pris nettement corps, n'en est pas moins très dangereuse.* Ce qui compte, c'est le fait que seize mois après son adhésion à la III^e Internationale, le Parti n'aie pas encore sérieusement cherché à devenir un vrai Parti Communiste.

Il nous faut constater que cependant une grande clarification commence à s'opérer et que les forces deviennent plus manifestes, nous laissant croire que son processus s'accroîtra davantage.

II. -- Le Parti tel qu'il doit être

La tendance de droite

L'Internationale Communiste combat deux grands courants : l'opportunisme de droite et l'inopportunisme de gauche. Le plus rapide coup d'œil nous montre qu'en France l'inopportunisme de gauche est inconnu dans le Parti. Par contre, le danger de droite est extrêmement important. Nous avons dit par quoi il se caractérisait : *ses tentatives répétées pour se soustraire à la discipline de l'Internationale.* C'est ainsi (comme dans le cas du front unique), qu'il dénature la pensée de cette dernière, s'élève contre son pouvoir qu'il juge trop centralisé et trop contraignant.

Son secret désir est d'obtenir pour le Parti Français au sein de la III^e Internationale, la plus grande autonomie d'action nationale qui laisserait au Parti une plus large liberté d'action. Il est inutile de souligner que ce serait là le retour aux méthodes si en faveur dans la II^e Internationale et qui voue tout mouvement à l'impuissance.

L'Internationale Communiste est une grande armée, taillée et organisée pour la lutte. Aucune de ses sections ne peut, sous peine d'affaiblir l'ensemble des forces prolétariennes du monde, revendiquer à son profit le droit de ne pas se plier à la discipline commune lorsque celle-ci lui semble trop contraignante.

Le champ d'activité où les camarades de la droite s'affirment plus particulièrement est l'antimilitarisme.

Quatre mois après le Congrès de Marseille, c'est-à-dire après l'adoption d'une thèse antimilitariste très précise, on assiste à ce spectacle que des membres du Parti dans leur propagande quotidienne, par le verbe ou l'écrit, travaillent à l'encontre des mots d'ordre dictés par l'Assemblée souveraine de leur propre Parti. Ils tournent en ridicule et combattent les principes de violence, d'armement du prolétariat, d'armée rouge, adoptés par le Parti, se réclamant encore le plus souvent du pacifisme menteur, alors que le Parti sait très bien que le pacifisme seconde, qu'on le veuille ou non, les vues de la bourgeoisie et sert ses intérêts puisqu'en réalité, outre qu'il crée un dérivatif à l'anxiété de nouvelles guerres qui torturent la petite bourgeoisie, il endort la trop confiante classe ouvrière et l'hypnotise vers les notions de droit des peuples, de paix universelle, de justice, etc., qui toutes veulent masquer l'inévitabilité de la guerre civile découlant de la lutte de classes qui

seule permettra au prolétariat de renverser la bourgeoisie capitaliste.

C'est dans la presse que cette propagande s'effectue spécialement, et tout en regrettant que celle-ci soit livrée aux conceptions plus ou moins personnelles de ses rédacteurs, nous sommes amenés à examiner la direction politique de notre Parti.

Épuration

Une épuration dans un Parti Communiste ne saurait posséder un caractère inquiétant. Tant que la Révolution n'est pas accomplie, le P. C. est naturellement contraint de subir les influences bourgeoises extérieures. Il ne s'agit d'ailleurs de souligner ici que les effets incontestables de la loi du milieu.

Cette évolution du P. C. dans l'atmosphère bourgeoise arrête la formation en son sein de tendances opportunistes. L'existence de fractions n'est pas un danger, dans un mouvement révolutionnaire, à condition que sa vitalité soit démontrée par l'exclusion des fractions petites-bourgeoises, celles dont la force idéologique n'a pas été assez puissante pour résister aux influences corruptrices et déviatrices du milieu bourgeois.

Les résolutions adoptées au Deuxième Congrès de l'I. J. C., prévoyaient justement cette fatalité inhérente à l'évolution des P. C. dans l'atmosphère capitaliste en préconisant les épurations périodiques. Mais c'est dans l'action que le P. C. sera à même de procéder à son propre assainissement.

La direction du Parti

Une constatation s'impose : notre Parti est mal dirigé parce qu'il est mal construit. Suivant les thèses du II^e et du III^e Congrès, c'est le Comité Directeur qui, dans l'intervalle des Congrès Nationaux, détient tout le pouvoir politique. Or, en France, il n'en est pas ainsi. Le Parti a le désavantage de posséder trois têtes : 1^o Comité Directeur ; 2^o l'Humanité ; 3^o la Commission Nationale des Conflits. Ce qui est très dangereux, c'est que ces trois têtes, munies de pouvoirs et de droits particuliers, s'ignorent le plus souvent et peuvent être amenées au fur et à mesure que les événements se précéderont à prendre des directions séparées.

Le Parti a le plus grand intérêt à faire cesser cet état de fait. Il doit donner à son Comité Directeur les

moyens de le diriger. Deux principales mesures s'imposent :

1° La Presse, non en paroles mais en fait, doit être placée sous le contrôle du Comité Directeur qui chargera de ce travail spécial sa commission de la Presse. Il va sans dire que son premier geste sera de veiller à ce que l'organe central *l'Humanité* et tous les autres journaux ou revues n'aient pour lignes politiques que celles fixées dans le cadre des thèses et résolutions des Congrès Internationaux et Nationaux. A seule fin de ne pas étouffer la pensée et de permettre aux idées individuelles de se faire jour, chose très importante pour la vie intellectuelle d'un parti comme le nôtre. Il éditera un organe hebdomadaire ou bi-mensuel à l'usage exclusif des sections et des militants du Parti.

2° Les pouvoirs de la Commission des Conflits doivent être révisés. Il est inadmissible qu'au-dessus du Comité Directeur siège une instance suprême. Contrairement à l'usage établi, c'est le Comité Directeur qui est chargé de faire respecter la discipline, mais il ne peut jouer son rôle que dans la mesure où il possède les moyens de l'imposer. C'est pourquoi le Parti estimera avec nous que son Comité Directeur aura toute latitude pour prononcer devant les actes d'indiscipline politique toutes sanctions nécessaires pouvant aller du simple rappel à l'ordre à l'exclusion. C'est la Commission des Conflits qui, sur demande du Comité Directeur, instruira les cas, mais c'est ce dernier qui prononcera le jugement. La Commission conservera les pouvoirs qu'elle détient actuellement, relatifs aux cas de conflits personnels et d'ordre particulier.

L' « Humanité »

L'Humanité ne répond pas suffisamment aux besoins du Parti et aux aspirations générales des travailleurs. La première réforme à opérer chez elle est de la prolétariser. Les ouvriers n'y trouvent pas comme ils le voudraient chaque matin, à côté de la description de leur immense détresse l'énergie qui la combat. Ils y voudraient voir le reflet de la lutte qu'ils mènent quotidiennement contre la classe exploiteuse. Les dissertations, les subtilités politiques ne leur suffisent point.

Pour faire un journal communiste, qui soit réellement l'ami et le guide de ses lecteurs, il faut l'orienter dans le sens de l'action ouvrière. Que ne trouve-t-on pas et que doit-on trouver dans *l'Humanité* : les grandes enquêtes sur l'exploitation patronale, la misère ouvrière, de nombreuses lettres des simples travailleurs exprimant la pensée et les sentiments qui sont les leurs.

Ceci, l'Internationale Communiste l'a maintes fois réclamé de notre journal ; elle ne l'a pas obtenu. Sans doute savons-nous que quelques appels furent lancés pour les « lettres ouvrières », mais on ne peut prétendre avec raison que cette timide tentative constitue un effort précis en vue de la prolétarisation de *l'Humanité*. Ceux qui pensaient pouvoir obtenir par ce simple moyen des résultats satisfaisants se sont trompés. Ce qu'il fallait faire, c'est un travail méthodique et suivi : inviter les sections à former au sein des ateliers des groupements « d'amis de *l'Humanité* » qui, suivant l'idée même de l'Internationale Communiste, recruteraient la collaboration ouvrière et aideraient par là même occasion à la diffusion du journal.

Mais lorsqu'elle aura fait cela, *l'Humanité* n'en sera encore qu'à ses premiers pas. Elle devra continuer son assainissement en réclamant de son personnel de rédaction plus de dévouement. Nous abordons là un point évidemment délicat, mais qu'il importe de solutionner. Le Parti devra dire si le rôle du propagandiste par l'écrit est différent de celui du propagandiste par le verbe. La cause communiste exige des propagandistes des sections et des fédérations beaucoup de dévouement et un large désintéressement. Il n'en est pas de même actuellement pour son personnel chargé de la délicate tâche qui consiste à répandre tous les jours par le canal de la presse la pensée communiste. Etre rédacteur dans un journal communiste est-il simplement un métier ? Nous disons non, et celui qui possède le privilège d'écrire n'en est pour cela pas autorisé à exiger de son Parti la rémunération qu'il pourrait obtenir ailleurs.

Les Jeunesses Communistes professent qu'il serait de l'intérêt du Parti de réviser les dispositions finan-

cières de *l'Humanité* et surtout d'indiquer qu'il y a peut-être lieu pour ses membres d'éviter certains cumuls.

Le Groupe parlementaire

C'est un fait qu'un grand Parti politique ne peut se priver de l'action parlementaire. Dans notre pays, les classes laborieuses accordent à la tribune du Palais-Bourbon une grosse importance. Si nous n'entendons pas enlever à notre Parti ce moyen d'agitation, nous voulons cependant qu'il ne se retourne en aucun cas contre lui.

Restant dans le cadre des décisions des Congrès Internationaux, nous souhaitons que le plus sérieux contrôle soit exercé d'une façon permanente sur le travail des membres communistes au Parlement. Ce rôle est naturellement dévolu au Comité Directeur.

Les membres communistes au Parlement devront être les propagandistes du Parti du haut de la tribune parlementaire comme dans le pays. Il est inadmissible que la tâche ne soit répartie qu'entre un nombre très restreint d'élus. Tour à tour ils doivent intervenir au Parlement pour défendre la classe ouvrière, faire le procès du système capitaliste et du régime parlementaire. Le thème de leurs discours devra être fixé d'accord avec le Comité Directeur, ou une sous-commission spéciale de ce dernier. Ces discours, lorsqu'ils présentent un certain intérêt devront être, ainsi que le demande l'Internationale Communiste, édités en brochures et répartis dans tout le pays. En aucun cas, les élus en dehors de leur travail parlementaire, ne devront se soustraire à leurs obligations de propagandistes du Parti. Ils silloneront constamment les fédérations et fouilleront les masses paysannes et ouvrières, ils n'exigeront jamais du Parti de rémunération spéciale et se contenteront de l'indemnité que leur alloue l'Etat bourgeois.

Le Parti et les Syndicats

Nous ne pouvons pas ne pas envisager l'important problème qu'est celui des rapports entre Parti et Syndicats.

Les Jeunesses Communistes ne peuvent admettre la capitulation du Parti Communiste devant une tendance qui ne considère le Parti Communiste que comme une simple forme du mouvement ouvrier. Le Parti est plus que cela, car il répond à tous les besoins de la classe ouvrière aussi bien besoins politiques que besoins économiques. Les syndicats ont un rôle économique d'une grosse importance à jouer, mais ils ne détiennent pas et ne peuvent détenir toute la puissance d'action révolutionnaire. Leur composition même, et la forme de leur organisation s'y opposent. S'ils ont l'avantage de grouper sur un large terrain : celui de l'économie, les masses ouvrières, ils ne peuvent songer à les entraîner sur le terrain de l'action politique. Or, si l'économie se trouve à la base de tout, l'étude de l'histoire nous démontre que la lutte des classes est d'abord une lutte de caractère politique, puisque « c'est une lutte pour la prise du pouvoir de l'Etat », c'est-à-dire du pouvoir politique.

Cela veut-il dire qu'il faille nous limiter dans la lutte politique et laisser aux Syndicats le privilège d'entraîner la classe ouvrière sur des morts d'ordre économiques ? Prétendre cela c'est nier le véritable rôle du Parti politique qui, parce qu'il cristallise les meilleurs éléments révolutionnaires de la classe ouvrière, constitue la seule force organisatrice qui conduit cette dernière à l'assaut de la bourgeoisie capitaliste.

Le II^e Congrès de l'Internationale Communiste a pu dire justement : « Le Communisme est l'unique boussole de la lutte économique » ; or, pour mener à bien cette lutte, il faut centraliser toutes les formes et tous les courants du mouvement ouvrier. Seul un Parti Communiste peut opérer cette centralisation indispensable en concentrant l'agitation révolutionnaire vers le but immédiat qui est la prise du pouvoir politique, la destruction de l'Etat capitaliste, l'instauration de la dictature de l'Etat prolétarien.

Si l'on considère cela, il faut donc orienter notre Parti vers les luttes économiques de la classe ouvrière et dire que, dorénavant, les communistes ne seront plus simplement des propagandistes plus ou moins théoriques, mais « des meneurs résolus à l'action économique et syndicale ».

Le P. C. doit commencer sur les bases du III^e Congrès de l'Internationale une vaste lutte pour les revendications immé-

diate de la classe ouvrière, contre l'offensive du capital tout en dirigeant cette lutte pour la conquête du contrôle ouvrier dans toutes les branches de l'industrie.

C'est là un moyen excellent pour aiguïser la combativité révolutionnaire des masses et pour les entraîner contre le capitalisme. Si les ouvriers obtiennent la formation de conseils industriels désignés par eux-mêmes, ils seront de plus en plus amenés avec l'actuelle désorganisation de la production capitaliste à s'évader du droit de simple contrôle de la production des usines pour exiger celui de l'ensemble de la production et de ce qui s'y rattache (commerce, finances, etc.). Naturellement, la bourgeoisie ne restera pas inactive et tenant à sauvegarder ses privilèges, elle opposera aux efforts de la classe ouvrière la plus désespérée des résistances qui se feront jour par des mesures répressives qui mettront les classes laborieuses dans l'obligation d'engager la dernière lutte pour la conquête des moyens de coercition et de domination détenus par l'Etat.

Le P. C. doit organiser systématiquement le travail de ses membres au sein des syndicats, travail qui aura d'abord pour but l'adhésion du syndicalisme français à l'Internationale Rouge des Syndicats.

Le Parti aurait le plus gros intérêt à placer à l'ordre

du jour de son prochain Congrès National cette question des Conseils industriels ouvriers.

La Solidarité internationale

Le Parti se débat dans une crise financière sans précédent. Contrairement à ses espérances, le relèvement de cotisations voté au Congrès de Marseille n'a apporté qu'une amélioration peu sensible. Cependant, il a à faire face constamment à d'énormes exigences de la propagande et de l'agitation. Presque toujours celles-ci se trouvent enrayées par suite de l'absence de disponibilités financières. Ce que l'on pourra récupérer par des moyens artificiels ne suffira pas. Il faut trouver ailleurs ce qui nous manque. Dans cette conjoncture, on n'a pas le droit un seul instant d'hésiter à faire appel à la Solidarité internationale. La question doit être posée hautement. Notre Parti est une fraction de la grande armée internationale. Il a besoin d'aide, qu'il la demande à l'Internationale Communiste qui ne la lui refusera pas.

Le Congrès National des Jeunes Communistes.
Le Comité National.

La Grève des Mineurs aux États-Unis

On sait que depuis le 1^{er} avril, près de 700.000 mineurs sont en grève aux États-Unis. C'est avec la grande grève de l'acier de 1919, la plus formidable mouvement ouvrier qui se soit jamais produit aux États-Unis. En effet, à une exception près — celle des mines du Kentucky, où quelques milliers de mineurs sont encore tenus par un contrat qui n'expirera que le mois prochain — tous les mineurs organisés des États-Unis ont cessé le travail. Et ce sont à la fois les exploitations d'anthracite et celles de charbon bitumineux qui sont paralysées. En d'autres termes, 80 % des mineurs de toute l'Amérique du Nord sont en bataille.

Les mineurs se trouvent devant une offensive du gros patronat, en l'espèce du Trust de l'acier, qui unie aux chemins de fer de l'Est des États-Unis, contrôle 95 % de la production minière. Une poignée de gros capitalistes (25 hommes en tout) veut imposer sa volonté à près d'un million d'ouvriers et les réduire à des salaires de famine. Il ne s'agit rien moins que de réduire les salaires des ouvriers de 20 à 40 %. Or, au taux actuel, et alors que les statistiques ont établi qu'il faut à une famille un minimum de 1.600 dollars par an pour vivre (j'entends pour suffire aux besoins les plus élémentaire de l'existence), un mineur ne gagne, aux États-Unis, en moyenne, que 1.000 dollars par an !

Cela ne laisse aucun doute : les patrons ont voulu la grève. Depuis deux ans, ils sont en guerre ouverte avec les syndicats et déploient toute leur énergie à généraliser le système de l'*open shop* et à briser les organisations ouvrières.

Sous le couvert de patriotisme, les gros industriels ont conçu un plan baptisé du beau nom de « plan américain », qui, se prévalant d'idées « démocratiques », demande au nom de la liberté individuelle que les fabricants aient le droit d'embaucher et d'organiser les ouvriers non organisés et des jaunes dans leurs fabriques.

Au début du mois d'avril, le *New-York Herald* qui, certes, n'est pas suspect de sympathie pour les ouvriers, écrivait : « Les patrons ne regrettent pas que la grève ait éclaté. Au contraire, ils sont heureux de cette occasion de mesurer leurs forces

à celle des ouvriers », et il ajoute que les patrons étaient décidés à ne céder en rien.

Il est caractéristique, d'ailleurs, de la mentalité de ces rois du charbon, qu'ils ont refusé catégoriquement d'entrer en pourparlers avec les délégués des *United Mine Workers of America* (Fédération des Mineurs d'Amérique).

Mais, et je crois avoir déjà expliqué le fait dans l'*Humanité*, les ouvriers ne résistent pas seulement aux patrons pour une question de salaires. Ils revendiquent leur droit au travail. Ils demandent qu'on leur assure un minimum de 30 heures de travail par semaine, ou, en d'autres termes, des semaines de cinq journées de travail, à raison de six heures par jour.

Les mines de charbon, en Amérique, sont en effet si mal administrées qu'on est obligé de les fermer un nombre considérable de jours par an. C'est ainsi qu'en 1920 les ouvriers furent obligés de chômer pendant quatre-vingt-quatre jours, et en 1921 pendant cent trente-huit jours ! En demandant des semaines de trente heures, les ouvriers ne s'assurent encore qu'un revenu de 1.400 dollars par an, ce qui est encore loin de leur procurer ce qu'il faut pour vivre décemment et ne pas être comme le dit Stolberg dans son article intitulé : « La tragédie du charbon » et paru dans la *Nation* du 22 mars : « harcelés par les dettes, la misère et la faim ».

C'est donc non seulement une question de salaires qui pousse les grévistes, c'est aussi une idée. Ils luttent pour le droit au travail. Et c'est précisément ce qui, là-bas, hélas ! comme en Allemagne, comme en France, comme en Angleterre et en Italie, effraie les chefs syndicaux. En effet, Lewis, président de la Fédération des Mineurs, fait tout ce qu'il peut pour limiter les revendications des mineurs au domaine économique. Il essaye de leur montrer le danger qu'il y a à formuler, devant l'opinion publique, ce qu'il appelle un véritable programme socialiste. Mais les ouvriers ne se laissent pas faire. Guidés par un des leurs, le camarade Farrington, ils vont de l'avant, et enfreignent les ordres du Comité exécutif de la grève. Ils prétendent avec raison, qu'en exigeant

que les mines travaillent toute l'année, ils augmenteront la production et par conséquent travailleront pour le bien public, car l'augmentation de la production ne peut qu'entraîner la diminution du prix du charbon. Et ainsi est déjoué à l'avance l'arguments fallacieux dont se servent les patrons, qui, par le moyen de la presse à leur solde, essayent de faire croire que c'est l'augmentation des salaires qui entraîne le renchérissement du charbon. On sait d'ailleurs, — les statistiques l'établissent, — que les patrons ont tout intérêt à diminuer le rendement des mines, car leurs bénéfices augmentent en proportion inverse du nombre de tonnes produit.

Devant un situation aussi paradoxale, une réorganisation de toute l'exploitation minière s'impose. C'est ce que les ouvriers ont tenté. Aussi sont-ils d'accord avec le Parti socialiste pour demander la nationalisation des mines. On sait qu'il s'est même trouvé un sénateur, le sénateur Borah, pour soutenir le point de vue des mineurs. Le sénateur Borah, pacifiste notoire, est certainement un honnête homme dans toute l'acception du mot, mais il ne nous en voudra pas si nous voyons ailleurs que dans le libéralisme démocratique et bourgeois les forces qui régénéreront le monde. Les faits que nous rapporte John Dorsey, dans son article du numéro du mois de mai du *Labor Herald*, intitulé : *The Miners in Battle* (les Mineurs en bataille), nous mettent bien plus d'espoir au cœur que les plus beaux, fussent même les plus courageux, discours au Sénat.

Nous apprenons en effet que toutes les organisations où travaillent encore des mineurs non organisés cessent l'une après l'autre le travail. Malgré les formidables forces de police que le gouvernement américain a placées aux abords de ces mines, Bill Feeney, l'un des organisateurs les plus doués de la grève, qui s'était déjà signalé pour son activité pendant la grande grève de l'acier, est arrivé à faire entrer dans la Fédération des Mineurs (U. M. W. A.) des dizaines de milliers de mineurs non organisés, par semaine.

Feeney est chargé d'organiser la grève dans le 5^e district de la Fédération, qui se trouve en Pennsylvanie occidentale. Six semaines déjà avant la grève, il avait envoyé des camarades de la Fédération, sur le dévouement duquel il pouvait compter, dans la région de Connellsville, région de l'industrie du coke, où les ouvriers s'étaient jusqu'ici obstinément refusés à se syndiquer. Les compagnies, qui prévoyaient la grève et une grande augmentation de travail pour elles, embauchaient des quantités d'ouvriers. Elles crurent pouvoir engager sans danger des hommes qui « désertaient » aussi leur syndicat. Mais elles eurent affaire à des organisateurs expérimentés qui surent travailler dans le district. Et la grève avait à peine éclaté que des milliers d'ouvriers les quittaient pour rejoindre la Fédération.

Cet exode des ouvriers non organisés a d'autant plus d'importance que la Pennsylvanie occidentale est aussi le centre des grandes aciéries, qui se trouvent par là dépourvues de leur source directe de charbon et sont obligées de fermer l'une après l'autre.

Peu à peu, tout le 5^e district fut gagné, et l'on y compte aujourd'hui à peu près 35.000 nouvelles recrues pour la grève. Tous les jours, de nouvelles organisations locales se créent. On put même compter qu'en une journée, huit organisations furent fondées, dans le même hall où les ouvriers venaient par milliers pour élire leurs officiers et

jurer le serment de fidélité. Michaël Gold, dans le *Liberator* du mois de mai, décrit avec une belle émotion l'impression poignante qui se dégage de ces réunions, où des masses énormes d'ouvriers, dans leur belle tenue de travailleurs, lèvent la main d'un même mouvement et jurent d'une voix grave de ne « jamais désertier leur union, de ne jamais trahir leurs frères ». L'un de ces hommes raconta à Michaël Gold qu'il avait déjà chômé 14 mois, mais qu'il faisait la grève tout de même, bien qu'il eût dix enfants ! « Nous avons vécu toute l'année sous une tente, disait ce brave. C'est pour la vieille surtout que c'est dur ; mais elle ne dit rien : elle est habituée à lutter avec moi. Dieu merci, aucun de mes enfants n'était assez âgé pour faire la guerre. Je les aurais fouettés jusqu'au sang s'ils avaient voulu partir. Il y a bien assez à faire ici, je vous assure. Je me suis battu un jour avec un flic : cela m'a valu quatre semaines d'hôpital ; lui, dieu merci, il en a eu neuf ! Un jour, j'ai vu un peloton de gendarmes à cheval renverser un groupe d'enfants de mineurs. J'ai vu ces petits saigner, je les ai entendus crier ! Je vous le dis, moi, y a assez à faire ici ! »

Et ce n'est pas seulement la Virginie occidentale, ce sont à peu près tous les districts où travaillent encore des mineurs non organisés qui sont gagnés à la cause. Partout, dans la Pennsylvanie centrale, dans la Virginie occidentale, se multiplient les meetings qui enrôlent de nouveaux grévistes.

Devant la formidable extension prise par la grève, devant la fermeté de ces hommes qui sont décidés à tenir tête aux patrons, pendant des mois s'il le faut, on comprend de mieux en mieux la grande puissance qu'il y a dans ces masses devenues conscientes d'elles-mêmes. Si une grève comme celle-ci n'arrive pas à ses fins et que l'armée du président Harding, munie de tous les instruments les plus raffinés, tels que gaz asphyxiants, tanks, etc., ait raison des mineurs avant que la grande industrie ne soit obligée de capituler faute de combustibles, elle n'en aura pas moins été une menace formidable pour l'ordre capitaliste. L'échec d'une expérience faite sur une si grande échelle prouverait alors aux prolétaires qu'il ne leur reste plus qu'à tirer la conclusion qui s'impose : lever une formidable Armée Rouge, organisée et disciplinée, qui soit à même d'écraser l'Armée des Blancs.

Alix GUILLAIN.

SECOURONS NOS FRÈRES DE RUSSIE

 Travail exécuté par des ouvriers syndiqués.

Le Gérant : R. APERCE.

Imprimerie Française (Maison J. DANGON)
123, rue Montmartre, Paris (2^e)
Georges DANGON, imprimeur.